





Olivier de Seyssel Président de la MSA Ain-Rhône



TABLE RONDE

Pauvreté & Précarité dans l'Ain Quelles évolutions depuis 2016?



REPORTAGE

Accueil des Ukrainiens Une nouvelle maison



Les journées Partage et Découvertes **SAMEDI 17 SEPTEMBRE 2022**

13 Marpa participantes

• Péronnas :

Traditions et folklore Bressans de 14H30 à 18

Viriat :

Festival de musique avec 4 concerts de 15H à 20H

Saint-Etienne-du-Bois : Marché des créateurs et producteurs locaux de 10 H à 18H

• Marlieux :

Journée en famille avec pêche à la truite de 10H à 16H

Saint-Julien-sur-Revssouze : Bal guinguette et jeux en plein air de 14H à 18H

• Montracol :

Art et fanfare de rue de 15H à 18H

Saint-Jean-le-Vieux : Jeux géants de 14H à 18 H

Bellignat :

Rencontre avec les associations sportives et culturelles de 14H à 18H

Brénod :

Les secrêts des plantes de nos prairies de 10H à 17H

• Serrières-de-Briord : Marché des producteurs locaux de 10H à 18H

Pont de Vaux :

Randonnée pédestre ou en rosalie de 14H à 18H

Grièges :

Kermesse et animations tout public de 14H à 18H

Champfromier : Marché de l'artisanat local de 10H à 18H



infos et renseignements: www.marpa-ainrhone.fr

H'AUT BUGEY







C'est vous QUI LE DITES



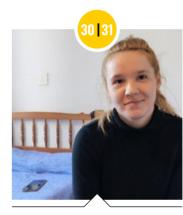
Interview Olivier de Seyssel PRÉSIDENT DE LA MSA AIN-RHÔNE



Table ronde PAUVRETÉ ET PRÉCARITÉ DANS L'AIN



Portrait pour traits



Reportage ACCUEIL DES RÉFUGIÉS D'UKRAINE



Dossier PSYCHIATRIE: L'ACCÈS AUX SOINS



LE CAHIER PARTENAIRES



LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires: ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain Directeur de la publication et de la rédaction : Jacques Dupoyet | Directrice opérationnelle : Eveline Lines Prévitali Réalisation : Abscisse Communication , 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | Création : Genaro Studio

action : Agnès Bureau, Bénédicte Limon, Christophe Milazzo, Marylou Prévost, Annick Puvilland | Photographies : Jean-François Basset, Jérôme Pruniaux (Agence Argo) | Illustrations : Anne-Isabelle Ginisti ; flaticon.com ; vecteezy.com ; Macrovector / freepik.com | Impression : Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interactionOl.info

Contact: redaction@interactionOl.info















Château d'Angeville

'Orsac s'apprête à reprendre au

De la Croix-Rouge 'Orsac

1^{er} juillet les activités de la Croix-Rouge sur le Plateau d'Hauteville. _Cet accord clôt une période d'inquiétude pour les 80 salariés qui avaient La Croix-Rouge et l'Orsac avaient appris la volonté de la Croix-Rouge de se défaire de ses trois établissements du Plateau : un service de soins de suite et de réhabilitation (30 places), un Ehpad (50 lits) et une résidence autonomie (44 places).

L'Orsac prévoit de consolider ces activités en s'appuyant sur les complémentarités avec sa propre offre de soins (du SSR mais aussi l'Esat La Freta dont certains

travailleurs pourraient être intéressés par la résidence autonomie et le futur établissement d'accueil médicalisé qui ouvrira en avril 2023).

quelques antériorités de collaborations puisqu'ils étaient associés au sein du groupement de coopération sanitaire créé en 2013 sur le Plateau. Depuis trois ans, le médecin du SSR Orcet-Mangini assurait les permanences de week-end pour le Château d'Angeville et, depuis deux ans, Orcet-Mangini portait l'emploi du médecin de SSR d'Angeville.



Insertion et emploi

Le SPIE est lancé

'Ain a été retenu avec trente-trois autres départements pour mettre en œuvre le SPIE (Service public de __l'insertion et de l'emploi) visant à renforcer l'efficacité de l'accompagnement vers l'emploi des personnes en difficulté. La signature de la convention entre l'État et le Département, le 18 mai, officialise son lancement. Expérimenté sur le Haut-Bugey et la Plaine de l'Ain, il se déploiera sur l'ensemble de l'Ain.

« Il a pour vocation d'harmoniser les pratiques autour d'un socle commun de diagnostic socio-professionnel », indique

le Département. Le SPIE accentuera le travail commun entre les divers acteurs (État. Département, Pôle emploi, Caf. MSA. collectivités territoriales, entreprises, associations...) afin de simplifier les démarches pour les personnes et lever les freins à l'emploi via des solutions adaptées de formation, mobilité, garde d'enfants, d'accès aux soins, hébergement...

Budget prévisionnel 2022-2023 : 625 000 € (500 000 € État. 125 000 € Département).

À noter

Ils partent, ils arrivent

Département

Lucas Reynaud, urgentiste à la clinique Convert à Bourg-en-Bresse. a reioint l'équipe du Département pour favoriser l'installation de médecins dans l'Ain.

Lucas Reynaud

Handisport

Président-fondateur du comité départemental Handisport de l'Ain



depuis vingt ans, Jacques Laderrière a passé la main à son successeur, Thierry Jacquet, responsable de la section handiski à Saint-André-de-Corcy.

Michel Maubon, auparavant vice-président de l'ASDA (Aide solidarité



envers les demandeurs d'asile de l'Ain), a été élu président. Il succède à Pierre Maistre. aujourd'hui viceprésident aux côtés de Michèle Chambon.

Organom

Florent Montet, gérant pendant 15 ans du groupe coopératif burgien Ainter'services, Calidrys et Ain propreté services, qu'il avait quitté fin 2021, est désormais

> directeur général d'Organom. Le syndicat mixte de traitement des déchets couvre 9 intercommunalités. soit une grosse moitié de la population de l'Ain.

/Florent Montet

PAR JACOUES DUPOYET, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bâtir une culture du savoir vivre ensembl

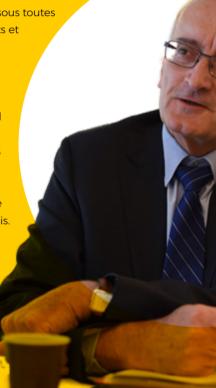
qui demeure prégnant dans notre actualité, c'est avant tout **cette impressionnante montée de la violence** et de l'insécurité sous toutes ses formes qui met à mal la paix et la sécurité, tant au niveau international qu'à l'intérieur même de pays dits civilisés ou qui se prétendent comme tels. Sans revenir sur les conflits armés qui émaillent la surface de notre planète, dont la majorité de nos concitoyens ne s'émeut d'ailleurs vraiment que quand ils éclatent à leur porte et risquent de nuire à leur confort, le massacre récent de 19 enfants et 2 adultes dans une école du Texas, mais plus proche de nous, simple fait divers, l'agression mortelle subie le 10 mai dernier par un jeune père de famille poignardé sans aucune raison devant l'école de ses deux enfants à Toulon, ou bien encore les récentes échauffourées auxquelles nous avons pu assister sur le même week-end. tant au Stade de France qu'à Geoffroy Guichard, ne peuvent que nous interpeller sur

le type de société que nous sommes en train de bâtir.

Notre département n'échappe pas lui-même à cette montée de la violence sous toutes ses formes, tant dans la sphère publique que privée. Avec 27 891 crimes, délits et actes de délinquance commis sur le dernier exercice, il se classe au 44e rang des 96 départements que compte notre pays. Piètre consolation! Certes, les temps de confinements sanitaires imposés et l'évolution des situations de pauvreté peuvent dans certains cas expliciter certaines tendances de portées plus individuelles, mais ceci semble vraiment marginal face à la montée plus collective de cohabitations conflictuelles de groupes sociaux, ethniques, culturels et religieux, érigés en communautarismes voués à la méfiance et à un égocentrisme de type tribal, rejetant la notion de bien commun et d'appartenance à la communauté nationale.

Ce phénomène tendant à s'amplifier ne peut qu'être pris en compte comme une priorité par les nouveaux élus de la Nation que nous nous sommes choisis À nous de les accompagner, en tant qu'acteurs sociaux, ou tout simplement en tant que citoyens, dans la mise en œuvre d'une politique socio-éducative, sans doute à repenser au regard des expériences passées, en nous interrogeant sans complaisance sur les raisons, osons le dire, d'un fiasco certain dont nous pouvons tous nous sentir un peu responsable, car il relève pour une bonne part, mais pas seulement, de nos propres comportements, de nos relations à l'autre et de la considération que nous en avons.

Nous sommes donc en effet tous concernés par cette dérive dangereuse de la société et avons tous à interagir pour faire œuvre commune et tenter de bâtir une culture partagée du savoir vivre ensemble pour l'épanouissement de tous.



C'EST VOUS QUI LE DITES!

La présidente nationale de l'UNA. première fédération d'aide à domicile. nous a fait le plaisir de venir à l'ADAPA. à Bourg-en-Bresse, les 8 et 9 juin. Marie-Reine Tillon a rappelé avec force qu'il est temps de considérer que le maintien à domicile n'est pas un coût mais un investissement. L'image des métiers du secteur reste marquée par des stéréotypes qui ne correspondent plus à leur réalité, ce qui pénalise leur attractivité. L'UNA en appelle aussi au Président de la République pour qu'une loi autonomie soit votée dans les 100 jours.

THIERRY NICOLOSI DIRECTEUR DE L'ADAPA





Effervescence des derniers ateliers théâtre - mêlé de web-série avant le 13 juin, grand jour de représentation sur scène du « Cyrano d'Ambérieu »! Imaginé et joué par des habitants dans le cadre de l'action menée par Dynacité et Théâtricité, le spectacle conte l'histoire d'un slameur de la Barbotière lauréat de battles d'éloquence et amoureux de son amie d'enfance. Libre et créative version locale du célèbre Cyrano de Bergerac...

CÉCILE **BIGOT-DEKEYZER**

« Les publics handicapés sont très fidèles lorsqu'ils trouvent un confort aui leur convient. »

SERGE GOMES CHARGÉ DE MISSION HANDICAP ET ACCESSIBILITÉ AU DÉPARTEMENT DE L'AIN

Jeunes

rès de 104 000 Aindinois ont entre 15 et 29 ans (16,6 % des habitants). Plus de 20 700 sont allocataires Caf (19,71 % du total des allocataires). 45 % perçoivent une aide au logement. La part des jeunes ménages dans le parc social (9,89 %) est dans la moyenne régionale. L'Ain est pourvu de logements étudiants mais déficitaire en logements séquentiels, indique l'étude menée par la Caf de l'Ain avec l'ADIL* visant à faciliter l'accès au logement des jeunes et répondre au plus près à leurs attentes. La journée d'échange réunissant près de 60 acteurs du logement, de la jeunesse, et des élus, le 5 avril à Arbent, a abordé constats, enjeux et actions. Elle a fait res-

sortir la nécessité d'offres plus adaptées aux jeunes, de rendre plus lisible l'info logement pour les jeunes, les parents et accompagnants, d'améliorer la collaboration pour fluidifier le parcours logement, de prévenir le non-recours aux droits...

* Agence départementale d'information sur le



Les rencontres partenariales ont été riche d'échanges, tables rondes et ateliers

Tweet wall

Alfa3a @Alfa3a Asso-5 mai

Les travaux d'une nouvelle #maisonrelais située à Valserhône débuteront cet été. Cette résidence constituera 24 #logements.

Centre psychothérapique de l'Ain @cpa_ain - 2 juin

#étudiant #job #emploi #offreemploi #infirmier #soin #psychiatrie #cpa

Vous êtes étudiant(e) en soins infirmiers en 3e année et vous souhaitez travailler en psychiatrie? Le CPA vous recrute dès l'obtention de votre diplôme et vous verse une prime à l'embauche d'un montant global brut de 3 500 € sur 3 ans.

AFPMA Pôle formation @afpma01-20 mai

[FIER DE NOS APPRENTIS] Dans le cadre de la semaine européenne des compétences professionnelles avec

#erasmus+ et #gretadevelay #New-VET. Nos apprentis bac pro Logistique ont participé au concours "Partagez votre histoire" #Europe #apprentissage #industrie #FierDeFaire

Préfet de l'Ain @Prefet01 - 6 juin

#Ukraine | La version actualisée du livret d'accueil à destination des déplacés d'Ukraine est disponible sur le site internet des services de l'#État dans l'#Ain http://ain.gouv.fr/ukraine-mobilisation...

VITE DIT!

Maisons France Services

Trois nouvelles Maisons France Services ont été labellisées en avril FS Côtière et Plateau à Saint-Mauricede-Beynost, Bourg-en-Bresse dans le quartier Amédée Mercier, et Bresse. sur les communes de Bresse-Vallons et de Montrevel.

Association FenêtreS

Plateforme de coopération de travailleurs sociaux indépendants visant à accompagner les 16/29 ans, FenêtreS a ouvert une antenne à Bourg-en-Bresse et inauguré un van aménagé pour aller à la rencontre des familles en zones rurales.

Tél. 09 54 92 39 73 contact@assofenetres.fr www.assofenetres.fr



Cybersécurité

Face à la hausse des actes cybermalveillants visant des structures de santé ou médicosociales (plus de 730 signalements en France en 2021, 369 en 2020 ; 60 en Auvergne-Rhône-Alpes en 2021, 55 en 2020), l'ARS sensibilise les directeurs et personnels via des webinaires en lien avec la Gendarmerie, un espace game à disposition des établissements, un accompagnement spécifique pour les responsables sécurité des systèmes d'information. www.auvergne-rhone-alpes.ars. sante.fr/sante-et-cyber-securitelaffaire-de-tous



La MSA est un des rares

services publics

encore présents sur les territoires.

Comment vont les agriculteurs en ce début d'année 2022 ?

C'est loin d'être rose. La crise du Covid et la crise ukrainienne se sont ajoutées aux habituelles crises agricoles - crise du gel de l'an dernier, crises porcine et aviaire actuelles. Lors du premier confinement, les gens s'étaient tournés vers les produits de la ferme, le bio, les petits magasins. Puis le vent a tourné, par inquiétude peut-être, par baisse du pouvoir d'achat sûrement.

Le monde agricole sort-il fragilisé des années Covid ?

On a la chance dans l'Ain d'avoir de la polyculture-élevage... donc pas tous les œufs dans le même panier! Clobalement, la « ferme agricole » de l'Ain a tout de même supporté la crise

Ce qui n'empêche pas le mal-être des agriculteurs ?

Tout à fait, il ne faut pas confondre crise et mal-être. Ce dernier n'a pas forcément une origine économique. Ceux qui en souffrent ont parfois une entreprise viable qui leur sort un revenu.

Comment l'analysez-vous alors?

C'est essentiellement dû au regard de l'autre, avec l'image de l'agriculteur pollueur, le débat sur le bien-être animal... C'est aussi la problématique du célibat et du divorce. Aujourd'hui, l'épouse travaille souvent à l'extérieur, la vie de famille est plus compliquée. Quand la crise agricole s'invite et que seul le salaire du conjoint bouche le trou, ça ne peut durer qu'un temps.

Citadins et ruraux s'opposent...?

Désormais quand les agriculteurs branchent le pulvérisateur, qu'ils sortent avec le semoir à engrais ou traversent le village avec le troupeau, ils ont la boule au ventre. Ils se font insulter parce qu'ils polluent, parce qu'ils salissent les rues du village... Ce clivage est nouveau. Une partie de la population arrivée à la campagne à la suite du covid est très dure sur ce sujet, je vous le garantis.

Le gouvernement a mis en place un plan national d'action pour lutter contre le suicide dans le monde agricole. Comment faire de la prévention ?

On dénombre plus d'un suicide reconnu par jour parmi les agriculteurs. Notre caisse a vécu, comme d'autres, des moments dramatiques. Notre réseau d'élus qui mènent un travail de détection n'empêche pas des drames. Nous mettons donc sur pied un réseau de sentinelles que nous formons : élus MSA mais aussi contrôleur laitier, retraité... Je trouverais génial que le facteur puisse aussi être une sentinelle

Par ailleurs, j'ai écrit la semaine dernière aux préfets pour leur dire que nous, MSA, étions en mesure de participer et même d'animer s'ils le souhaitent, le comité de pilotage qui va être créé dans chaque département pour lutter contre le suicide. Dans l'Ain et le Rhône, nous avons obtenu de la caisse centrale MSA un poste pérenne, à temps plein, sur ce sujet. Le recrutement est en cours. Nous avons les moyens de travailler et ce sera un de nos gros dossiers dans les mois à venir.

Une MSA plus protectrice estelle nécessaire dans un monde plus violent?

C'est évident. Ou en tout cas, une MSA plus attentive, plus accessible à nos ressortissants. Ils doivent pouvoir compter sur notre appui. La MSA Ain-Rhône a été en grande difficulté sur la dernière convention d'objectifs et de gestion (COG). On s'était laissé enterrer sous les dossiers. On était en retard sur les dossiers santé, retraite... On est descendus dans une vis sans fin.

Des dispositions ont été prises, le nouveau directeur a fait un très bon management : on s'est redressés petit à petit, aidés par d'autres caisses. En 3 ans, nous sommes passés de la 34° place sur 35 caisses, à la 1° depuis 18 mois (sur les critères de fonctionnement). Nous pouvons enfin nous projeter vers l'avant et à notre tour aider des caisses locales en difficulté.

La nouvelle convention d'objectifs et de gestion vous coûte pourtant des postes ?

La nouvelle COG, c'est 700 postes en moins au niveau national, dont 14-15 postes chez nous. Les budgets de fonctionnement baissent de 5 % par an. Mais on a sauvé l'action sanitaire et sociale et la présence sur les territoires, dont le budget croît de + 2 % par an. En fait, les gilets jaunes nous ont aidés dans la négociation de cette COG : ils ont montré qu'une partie de la France de la ruralité se considérait comme abandonnée par les services publics. La MSA se sort bien de cette négociation, mieux que d'autres régimes de sécurité sociale. Elle est un des rares services publics encore présents sur les territoires.

Vous aviez pourtant perdu le lien pendant le Covid...

Nous nous sommes retrouvés dépouillés de notre réseau sur le terrain. On ne travaillait plus qu'en visio.

> C'est dû au regard de l'autre.



Le nombre de ressortissants de la caisse MSA, présidée par Olivier de Seyssel, est en baisse régulière (127 000 sur l'Ain et le Rhône en 2020.

Mais nous avons réagi rapidement. 9 % de moins On a équipé le personnel, la caisse qu'en 2017). centrale a investi pour connecter un maximum d'agents. Je craignais qu'on perde en efficacité, ce fut l'inverse. Depuis, le télétravail a été conforté, on est restés très bons et le personnel apprécie.

Vous pérennisez le télétravail?

Il y a eu une négociation, on va l érenniser 3 jours sur 5. Environ 220 agents peuvent en bénéficier sur nos 300 ETP. Une grande majorité est très intéressée. Nous allons à cette occasion revoir les espaces de bureaux et conforter notre présence sur les territoires. J'ai obtenu deux postes pour animer les réseaux sur les territoires. Nous travaillerons en lien avec l'État et les Maisons France services. Je verrais bien une MFS avec une antenne de la MSA. l'assistante sociale, le service médical, un accueil... La MSA a une carte à jouer.

Moins de budget et plus de télétravail d'un côté, une présence accrue sur le terrain de l'autre : c'est un pari ?

Oui, celui d'être présent au premier kilomètre. Nous sommes entendus par l'État sur ce point, je suis persuadé qu'il aidera les MSA.

Dans le magazine Interaction début 2019, avec votre directeur général, vous aviez évoqué l'importance de remobiliser les personnels après la période de défaillance qu'on vient d'évoquer. Est-ce que persiste un certain malaise?

Honnêtement je ne crois pas. J'ai assisté à deux grandes journées de rassemblement du personnel.

J'ai trouvé une dynamique, une Le « scandale des Ehpad » a-t-il volonté, une ambiance de travail comme rarement

Où en est le serpent de mer du rapprochement de la MSA avec le régime général ? Un récent rapport de la cour des comptes, très critique, appelait à de « profonds changements »...

Je sais pas trop quoi en penser. Le sujet revenait à chaque campagne électorale. L'avant-dernière présidentielle avait réglé le sort du RSI. n en avait conclu qu'on passera la casserole juste après. Or la MSA est pas un service public anodir c'est celui de la profession agricole. On a la chance d'avoir toujours été très défendus pas la FNSEA, par toutes les organisations de salariés agricoles, par notre ministre. Notre force c'est le guichet unique, tous les régimes et tous les ressortissants en rêvent ! Lors de la présidentielle 2022, pas un candidat n'est revenu sur le « grand régime ». <mark>Ce n'est plus</mark> our moi un suiet d'inquiétude.

Vos ressortissants se sont-ils adaptés à la dématérialisation des services?

S'ils ne peuvent pas passer par le portail internet MSA, ils sont effectivement sur la touche - comme autrefois les gens qui n'avaient pas le permis de conduire. Même chose pour les aides de la PAC, inaccessibles hors du portail dédié. Donc si vous n'aidez pas tous ces gens-là, ils finissent par perdre pied. Nous lançons un grand programme de formation au numérique. On va équiper un bus et sillonner tous les

Notre pari, c'est d'être présent au premier kilomètre.

affecté l'établissement que vous gérez à Villereversure?

Pas du tout. C'est un Ehpad de 82 lits qu'on a redressé et qui fonctionne bien (on le gère avec Groupama). On innove, on mène des expérimentations. Nous sommes trop discrets sur ce qui marche!

Comment se passe le déploiement des Marpa?

Elles développent l'habitat inclusif en milieu rural. L'Ain est le premie épartement de France avec Marpa, plus 4 ou 5 en projet dont 2 expérimentales sur le handicap et les pré-Alzheimer. La clé, c'est le partenariat avec le Département. Il n'a iamais failli, quelles que soient les majorités politiques. Notre seul problème, c'est de ne pas avoir fait évoluer le modèle depuis 30 ans: 22-26 places, c'est trop juste pour compenser les charges qui ont augmenté. On vient d'obtenir de la caisse centrale de la MSA que le label passe à 30 places. Je vais donc oir avec le Département commen <mark>iider les Marpa</mark> dont les quelques réserves ont en plus été épuisées par la crise. L'idée serait de <mark>leur ajou</mark> er 3 ou 4 logements, dont un ou leux lits d'accueil temporaire

Vous êtes président depuis un peu plus de vingt ans. Quels sont vos projets?

Je viens d'être réélu pour un mandat de cinq ans. avec la volonté de passer la main à son terme.

Ce sera donc le dernier?

J'aimerais bien. Encore faut-il trouver quelqu'un pour prendre la suite. Des jeunes recrutés au dernier CA n'ont pas tenu. Il est vrai que s'impliquer en plus du travail quotidien, ce n'est pas simple. Tout dépendra aussi de l'aboutissement du plar tratégique de la caisse, en cours d'élaboration. S'il venait à comporter un projet immobilier, je n'abandonnerai pas en cours de route.

Propos recueillis par Agnès Bureau

PORTRAIT POUR TRAITS

ÉMILIE BORGO

Danser au-delà des différences

PAR BÉNÉDICTE LIMON

Depuis 2000, Émilie Borgo s'engage pour développer la danse inclusive et changer par le mouvement le regard sur ceux qui sont différents.

« LA DANSE ÉLARGIT LE REGARD. **ELLE CHANGE** LE RAPPORT AU **OUOTIDIEN POUR** LES PERSONNES HANDICAPÉES COMME POUR CEUX OUI LES ACCOMPAGNENT. »

e suis avant tout mue par un désir de lien, de relation au vivant dans sa diversité et toutes ses expressions », confie dans un grand sourire malicieux Émilie Borgo. 51 ans. danseuse. interprète et chorégraphe, fondatrice de la compagnie Passaros à Bourg-en-Bresse. Ses yeux pétillent lorsqu'elle évoque ses maîtres comme la chorégraphe américaine Anna Halprin ou Maguy Marin. Elle

danse depuis son enfance par passion et franchit définitivement le pas en 2000 en devenant danseuse professionnelle après des études en sociologie et ethnologie. « Ma formation imprèane toutes mes interventions. Je me demande ce aui nous différencie et nous rassemble dans notre humanité » s'interroge-t-elle sans cesse. « Reconnaître notre vulnérabilité et nos fragilités, les danser nous

permet de les dépasser, de laisser transparaître notre authenticité et de nous relier au-delà des apparences et des différences.» Émilie Borgo partage sa joie com-

municative avec tous ceux à qui on donne rarement la parole. Sa générosité, son dynamisme, sa recherche d'ouverture à l'autre, à des milieux sociaux inattendus ou des lieux insolites brisent les clivages et les stéréotypes. Stages à la maison d'accueil spécialisée Le Villa Joie à Saint-Just ou à la MJC de Bourg,

> Susciter des rencontres improbables





- Maitrise d'ethnologie
- 1999 : création de la compagnie Passaros
- Plus de 25 créations avec Passaros
- Nombreuses performances en Auvergne-Rhône-Alpes, Haute-Garonne, Lorraine
- 2022 : projet danse et cinéma avec un groupe de 25 danseurs amateurs en situation de handicap ou pas. Sortie du film et nerformance dansée le 16 juin à la MJC de Bourg-en-Bresse (19 h) et 20 juin à la MAS Le Villa Joie (15 h).
- site web : www.passaros.fr

créations avec les Percussions de Treffort ou avec des prisonniers, des jeunes migrants ou des personnes en fin de vie : Émilie Borgo défend un art chorégraphique pluriel, ouvert à tous, danseurs professionnels ou amateurs, valides ou porteurs de handicap, en suscitant des rencontres improbables.

Pour elle, la danse met en mouvement chacun pour l'inviter à s'exprimer. Une famille d'artistes, une formation en ethnologie, une année en Amérique du Sud au Chili, une multitude de formations, de rencontres, de workshops, d'ateliers, ont tracé, pas après pas, son chemin. Avec toujours un seul objectif: sortir des normes et des cadres, pour rencontrer l'autre dans son humanité et se laisser surprendre par la vie sous toutes ses formes et mouvements

« Émilie Borgo invente des danses là où rien ne semblait possible, admire Véronique Gougat, créatrice et artiste de cirque. Le langage du corps qu'elle propose devient universel et permet à des personnes en situation de handicap de se découvrir dans de multiples possibles. »





Pauvreté & précarité dans l'Ain: quelles évolutions de puis 2016?

Après 2010 et 2016. 2022 va marquer la troisième édition de l'étude Pauvreté et précarité, initiée par Alfa3a. Afin de mesurer l'étendue et l'évolution de ces phénomènes et de mieux comprendre les enjeux, Florence Nussbaum, maître de conférence en géographie à Lyon 3, et Franck Ollivon, enseignant-chercheur à l'École normale supérieure, vont mettre à jour les données des précédentes études. En plus d'une collecte statistique et d'enquêtes auprès d'acteurs de terrain, trois temps d'échange rythment la démarche. La première table ronde, organisée le 8 avril, a lancé la réflexion à partir d'une question : être pauvre ou précaire dans l'Ain en 2022, quelles évolutions des formes et des dynamiques de la pauvreté dans l'Ain depuis 2016?

La précarité croît et

change de visage

La crise sanitaire semble avoir renforcé la pauvreté, impactant de nouveaux publics, comme les jeunes et les travailleurs, et accélérant l'isolement.

« 8 500 foyers étaient bénéficiaires du RSA en 2016. Ce nombre a baissé puis est remonté de manière importante entre octobre 2020 et janvier 2021. Aujourd'hui, on est à 7500 foyers et ça continue de baisser. Ce sont surtout des femmes seules avec enfants et des hommes seuls. 37 % des bénéficiaires sont dans le dispositif RSA depuis 48 mois ou plus.»

[Nadège Pscheniska]

- « Les travailleurs sociaux repèrent de nouveaux profils de personnes accompagnées : salariés, travailleurs pauvres, jeunes, étudiants. Nous n'avons pas constaté d'évolution notable du nombre de rendez-vous, ce qui est difficile à expliquer. Outre la réorganisation des services, il y a un frein psychologique dans le recours aux services sociaux. Les gens se disent que ce n'est pas pour eux. » [Florian Souilliart]
- « Entre 2020 et 2021, le nombre de bénéficiaires [indirects de la Banque alimentaire] a augmenté de 3 %. Les gens sont de plus en plus exigeants sur la qualité. C'est un signe que la précarité a peut-être changé de visage.» [Didier Dussart]
- « Il y a un décalage entre ce que l'on entend et notre quotidien. Certaines situations se sont dégradées à cause de la crise. Mais nous ne constatons pas non plus l'afflux que l'on aurait pu attendre.»

[Marion Violland]



« La situation est contrastée. Sur le Pavs de Gex et bellegardien, il y a des personnes aisées pour qui la crise a été transparente et des personnes dont la situation, qui était limite, s'est dégradée très brutalement, » [Bénédicte Salaün]

- « Cette année, nous avons 55 % de demandes de plus que l'an passé. 50 % de nos bénéficiaires sont en activité et 64 % sont des personnes isolées. » [Geneviève Caty-Poulain]
- « Nous constatons une augmentation significative de la part des moins de 25 ans dans les prises en charge. Ils ont représenté 20 % des hébergés sur les places hivernales. Depuis 2016, 78 % des personnes qui font appel au 115 sont isolées. Ce sont principalement des hommes. » [Nora Carrot]
- « L'isolement ressort clairement. Des personnes ont été dans une posture de repli sur elles-mêmes. L'inscription dans le tissu social revient, mais cela prend du temps. » [François Bernard]



Le numérique comme barrière l'accès aux droits

Malgré les initiatives pour faciliter l'accès aux outils numériques, la dématérialisation complique le parcours de certains publics en situation de précarité

- « Bourg est assez bien loti avec les médiateurs numériques. Mais des situations se sont dégradées, des droits se sont arrêtés parce qu'il est très difficile d'avoir un interlocuteur pour débloquer le problème.» [Marion Violland]
- « La fracture numérique est très prégnante. Elle a un impact quotidien, y compris sur le suivi de la scolarité. La crise sanitaire a mis en exergue la problématique économique, le manque d'équipement informatique. » [François Bernard]



« Dans l'Ain, 7 % de la population est en situation d'illettrisme. Une grande partie est concernée par l'illectronisme, ce qui favorise l'isolement et la renonciation aux droits. Ces personnes n'osent pas demander d'aide de peur d'être identifiées comme ayant des difficultés au niveau des compétences de base.» [Nathalie Bertrand]

Emploi: une situation qui interroge

La situation de quasi-plein emploi de l'Ain interroge sur le sort des personnes fragiles et sur la manière de les conduire vers le travail.

- « Beaucoup de jeunes sur la plateforme insertion ont été décrocheurs scolaires et ont des difficultés sur le calcul, la concentration, l'intégration. Ce n'est pas simple, même dans une structure d'insertion, de les accompagner vers l'emploi non précaire. **On nous oriente aussi des travailleurs** séniors ou handicapés. Ils se retrouvent avec des inaptitudes, ne peuvent plus pratiquer leur métier et n'ont pas forcément le niveau de formation pour un autre emploi.» [Marion Violland]
- « Le faible taux de chômage pose la question de ceux qui vont rester sur le carreau. Les personnes peu qualifiées ou avec de grandes périodes d'inactivité, les demandeurs d'emploi de longue durée, vont avoir plus de difficultés à trouver un poste, car la demande va porter sur des emplois qualifiés.»

[Nadège Pscheniska]

- « La structuration industrielle de l'Ain porte une fragilité: l'intérim. C'est une variable d'ajustement. Douze ans après la dernière crise, nous n'avons pas progressé sur la capacité de ces populations à accéder à la formation et à être employables.» [Pierre-Yves Prigent]
- «L'accès à une formation qualifiante pour s'insérer durablement dans l'emploi est compliqué. Nous travaillons avec des personnes précaires à qui on explique qu'il faut aller à Bourg ou Annecy!»





Un département contrasté

Vivre en milieu urbain ou rural impacte la nature de la pauvreté et les réponses apportées. Des contrastes d'autant plus visibles dans le Pays de Gex qui concentre toujours des problématiques spécifiques.

- «L'activité est très différente dans nos 16 centres départementaux de la solidarité. Les pressions sur le logement et le manque de revenus ont un impact sur les bilans de santé des enfants de 3,4 ans. À Oyonnax, territoire touché par la pauvreté et la précarité, ils montrent un retard de développement par rapport aux autres secteurs. » [Florian Souilliart]
- « Sur le Pays de Gex, des personnes se retrouvent avec du travail mais pas de logement. Elles refusent les propositions d'hébergement du 115, faites à l'échelle départementale. Elles dorment dans leur voiture, sont hébergées par des tiers ou trouvent des solutions précaires. Ailleurs, on retrouve une précarité totale avec de la pauvreté (absence de revenus) cumulée à d'autres causes de précarité. » [Nora Carrot]
- « À Bellegarde, les priorités sont la mobilité et le logement, les logements sociaux étant plus rares et chers qu'à Bourg. Les gens ont un reste-à-vivre beaucoup moins important et sont obligés de faire appel aux associations pour l'aide alimentaire. Dès ça ne passe pas.» [Stéphanie Veuillet]
- « Sur le CHRS d'Alfa3a, on trouve depuis peu des stratégies, surtout chez les jeunes. Ils refusent des mises à l'abri à Bellegarde pour aller à Oyonnax où le potentiel de logement et d'emploi, notamment peu qualifié, est plus important. » [Pierre-Yves Prigent]

Un accès aux soins difficile

Entre manque de médecins et précarité financière, se soigner devient un parcours du combattant pour des personnes fragiles qui finissent par renoncer.

- « Un fossé s'est creusé entre ceux qui ont les movens de se tourner vers la Savoie. la Haute-Savoie ou Lyon, et les autres. Beaucoup de personnes n'ont pas de médecin traitant. Sauf que pour consulter un pédiatre à Fleyriat, il faut un courrier de son médecin traitant!» [Claire Billoud]
- « Nous avons des publics en situation de précarité financière, des travailleurs pauvres qui arrivent avec des problèmes de santé lourds, non traités ou en réelle difficulté. » [Claire Mugnier]
- « Le nombre de bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS) était de 32 757 en 2016, puis 35 437 en 2019. Il a connu un pic à 40 686 fin 2020. Tous les profils sont concernés : familles, jeunes, personnes âgées. Parmi ces dernières, beaucoup ont du mal à payer leur complémentaire santé, sans forcément être éligibles à la CSS.»

[Audrey Moissonnier]

« Les travailleurs sociaux font de plus en plus appel au service social de la CPAM. Beaucoup de personnes ne peuvent plus qu'une facture d'électricité est plus élevée, payer les consultations en raison des dépassements d'honoraires. On le voit beaucoup dans le Pays de Gex où il y a une pénurie de médecins, de dentistes... » [Stéphanie Veuillet]

Ont participé :

- François Bernard, délégué fédéral de la Fédération des centres sociaux de l'Ain
- Nathalie Bertrand, conseillère Écrit 01
- Maïté Lacassagne, conseillère technique à Écrit 01
- Claire Billoud, infirmière conseillère technique. Éducation nationale (DSDEN)
- Nora Carrot, directrice du SIAO 01
- Geneviève Catv-Poulain, présidente de SOS Familles Emmaüs
- Didier Dussart, président de la Banque alimentaire de l'Ain
- Camille Mampaev, chef de service à l'ATMP de l'Ain
- Audrey Moissonnier, responsable mission accompagnement en santé et partenariats externes à la CPAM de l'Ain
- Claire Mugnier, directrice adjointe de l'Accueil gessien.
- Pierre-Yves Prigent, directeur du département insertion sociale d'Alfa3a
- Nadège Pscheniska, directrice cohésion et développement social au Conseil départemental de l'Ain
- Mathilde Ronzon. CESF à l'épicerie solidaire Au marché conté
- Bénédicte Salaün, directrice chantiers et entreprises d'insertion Pays de Gex et bellegardien à Alfa3a
- Florian Souilliart, directeur adjoint solidarité au Département de l'Ain.
- Stéphanie Veuillet, assistante sociale et référente unique RSA. Ainsertion +
- Marion Violland, directrice de l'épicerie solidaire Au marché conté.

→ En complément :

Retrouvez en podcast sur www.interaction01.info enregistrée le 20 mai à l'occasion <u>de</u> la deuxième table ronde.

Handi-tourisme

Des lieux de loisirs accessibles à tous

Plus d'une quarantaine de sites de loisirs dans l'Ain (culturels, sportifs, restaurants, hôtels, gîtes, espaces naturels...) sont équipés pour accueillir les personnes en situation de handicap. Une offre en développement, avec le soutien actif du Département.

Label **Tourisme** & Handicap

Musées, sites de loisirs, hôtels, gîtes, restaurants... Divers lieux peuvent obtenir le label national Tourisme & Handicap (T&H), qui garantit au public en situation de handicap (auditif. mental, moteur ou visuel) un accueil de qualité et une accessibilité dans la plus grande autonomie possible. Relais local T&H, Aintourisme accompagne les candidats à la labellisation.

6 espaces

naturels

sensibles

3 sites

nature

Le label T&H est attribué pour 2, 3 ou 4 handicaps, pour 5 ans.

10 lieux labellisés T&H dans l'Ain

6 demandes de labels en cours

une dizaine de candidatures en projet

Pour candidater

Contacter Aintourisme:

Commander le guide

> 04 74 32 83 92

> c.astic@aintourisme.com



GUIDE TOURISTIQUE

(votre) espace de liberté!

patrimoniaux non labellisés mais adaptés ou partiellement accessibles

9 sites

7 activités

sportives

Et aussi...*

Handibranche - le premier créé en France -,

fauteuil tout-terrain, vélos adaptés, aviron adapté, handiski, randonnée, équitation...

Coup de pouce aux porteurs de projets

Le Département accompagne les prestataires touristiques souhaitant développer une offre adaptée, en finançant et mettant à disposition le matériel spécifique via une convention de partenariat triennale.

Contact: 06 32 10 34 51 / serge.gomes@ain.fr

* Chiffres non exhaustifs (recensement en cours)

• Sur Internet : www.ain-tourisme.com/ handi-tourisme-ain-vacances-pour-tous

• Dans les offices de tourisme

• Dans le guide touristique gratuit publié chaque année par le Département (ci-contre)

PAGE 14 | inter-action | LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN | JUIN 2022 | N°111

Relance en Pays de Gex

Lancée dans le cadre du plan national France Relance. l'aide à la relance de la construction durable (ARCD) a été recentrée sur les territoires tendus, en ciblant des proiets économes en foncier. Dans l'Ain, le premier contrat a été signé le 28 avril à Gex, par la préfète, la Communauté d'agglomération du Pays de Gex et les communes volontaires concernées. Fixant pour chaque commune les objectifs de production de logements en cohérence avec le PLH*, le contrat permet de disposer d'une aide de 1,428 M€. * Programme local de l'habitat

Habitat et Humanisme entre en gare

D'ici l'automne, à la place du logement de cheminot désaffecté au premier étage de la gare de La Valbonne, Habitat et Humanisme disposera d'un logement solidaire pour une famille en difficulté. Ce n'est pas une première pour l'association, qui a déjà pu récupérer des logements dans les gares de Saint-André-de-Corcy et Miribel. Deux nouvelles négociations sont en cours avec la SNCF, à Polliat et Meximieux. Mais la SNCF a changé de programme (« 1001 gares » est devenu « Place de la gare »), avec une diminution de ses engagements financiers. À Montluel, c'est la communauté de communes qui a fait affaire avec la SNCF, pour ouvrir un espace de coworking au-dessus des guichets de la gare. https://placedelagare.sncf



À la une de Bourg Habitat Terre des Fleurs sur scène

près Reyssouze-sur-Scène en 2018, Bourg Habitat et ses partenaires invitent le grand public, le 2 juillet 2022, à Terre des Fleurs sur Scène. Orchestré avec le Théâtre de Bourg-en-Bresse - récemment labellisé scène nationale – et le centre social Terre en couleurs. l'événement sous forme de festival des arts de la rue convie à découvrir de manière insolite le nouveau visage de ce quartier rénové au terme d'une opération d'envergure (168 logements réhabilités, 3 ans de travaux, 13 M €).

Au programme : une fanfare déambulatoire et marine avec la Toute

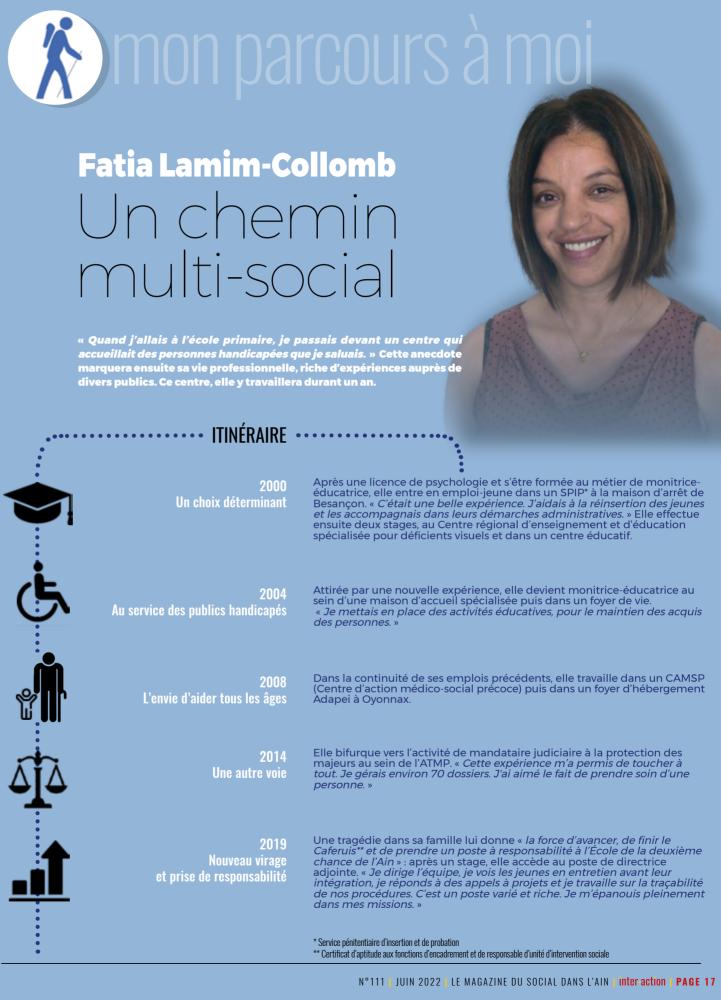
Petite Compagnie, de la danse avec un jeu de piste sur le bonheur par le collectif La Piraterie, une joyeuse « engueulade marionnettique » avec la compagnie Elyo, une intrigue théâtrale avec l'Harmonie communale et une spectaculaire performance mêlant vélo, danse et cirque, de Vincent Warin, champion de France et vice-champion du monde de BMX.

En amont de ce temps fort, dès le mois de mai, les cinq compagnies « complices » sont allées à la rencontre des habitants, via des ateliers, des collectes de paroles, des micro-trottoirs... Une partie moins visible mais essentielle, soulignent les organisateurs.



Les news de Dynacité

ace à l'absence de formation aux métiers du logement social, Dynacité a lancé en avril sa propre Académie. Objectif : structurer la formation et accélérer le développement des compétences. Intégrant la GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels) et s'appuyant sur une analyse très poussée du référentiel des compétences, fiches emploi et profils des plus de 80 métiers présents chez Dynacité, elle propose une offre globale et adaptée aux besoins des collaborateurs, sous divers modes (présentiel, à distance, MOOC, e-learning...), avec validation au fur et à mesure du cycle et remise de certificat.

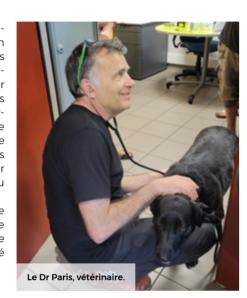


Vétérinaires solidaires Un partenariat au poil

remplin a conclu avec l'association Vétérinaires pour tous un partenariat inédit dans l'Ain : des vétérinaires viendront régulièrement proposer des consultations pour les chiens et animaux de compagnie des personnes accueillies. Premières concernées : celles qui fréquentent l'accueil de jour ou les centres d'hébergement. Le coût des soins est divisé en trois : un tiers payé par l'association, un tiers cédé par le vétérinaire et un tiers à la charge du propriétaire.

Le Dr Thierry Paris a assuré une dizaine de consultations pour sa première visite à Tremplin. L'association, qu'il représente en Auvergne-Rhône-Alpes, a bénéficié d'aides du Plan France relance.

www.veterinairespourtous.fr



Fraude au RSA

Bilan positif

e bilan 2020-2021 du plan de lutte contre la fraude et pour la gestion rigoureuse du RSA, lancé par le Département en 2015, montre un bilan positif : l'activité du GDAF (groupement départemental anti-fraude) a permis d'économiser 8,5 M € de dépenses de RSA. Le Département a également réclamé pour 3,15 M € de trop-perçus, dont environ 40 % frauduleux et 60 % engagés pour obstacle au contrôle. Au total, depuis 2015, ce sont 18,8 M € d'économisés et 7,7 M € d'indus notifiés. Sur les 1 230 dossiers contrôlés en 2020-2021, 543 ont donné lieu à une suspension du versement de l'allocation puis, sans

manifestation des bénéficiaires, à une radiation. Côté contrôle du respect des obligations d'insertion, les convocations pour contrôler les démarches de recherche d'emploi augmentent.

La fraude au RSA est passible d'une pénalité de la Caf ou d'une amende (de 343 à 2 400 €) décidée par le Département et d'une plainte pour les indus supérieurs à 15 000 €.

Les élus ont voté en mai l'intensification des contrôles des ressources par la demande de relevés bancaire des bénéficiaires du RSA; ils vont par ailleurs cibler les bénéficiaires se déclarant hébergés chez un tiers.

Initiatives



Clinique du Souffle

Projet mené avec la Semcoda, la clinique du Souffle Le Pontet, à Plateau-d'Hauteville, a été inaugurée en juin. En service depuis l'automne 2020, l'établissement, spécialisé dans la prise en charge des maladies respiratoires, compte 85 lits et un hôpital de jour.



Les Enfants de Bohème

En activité depuis le printemps 2022, l'association Les Enfants de Bohème, soutenue par le Département dans le cadre du Plan Enfance 01, vise à développer le parrainage de proximité (permettant aux enfants de 3-18 ans de bénéficier de temps d'accueil ponctuel par un adulte bienveillant) et, pour les enfants sous protection de l'enfance, soutenir les tiers dignes de confiance (désignés par le juge des enfants pour l'accueil de mineurs en danger dans leur famille) et développer l'accueil durable et bénévole.

Tél. <u>04 81 51 07 84</u>

contact@lesenfantsdeboheme.org www.lesenfantsdeboheme.org

Àlire

Cette année, j'ai choisi la montagne, premier livre de l'Aindinoise Nathalie

Blin. conte avec vivacité son séjour de six semaines en clinique psychiatrique. Un livre « utile pour les personnes à qui leur médecin prescrit un séjour et pour toutes celles qui, comme moi avant, ignorent tout de ce milieu. J'espère qu'il permettra de changer le regard sur la clinique psychiatrique » indique l'auteure. En vente à la librairie Montbarbon



à Bourg-en-Bresse et via Internet. www.thebookedition.com





L'Adapei de l'Ain L'ÉTHIQUE AU CŒUR DE LA PRATIQUE



Orsac UN ÉTABLISSEMENT ÉVOLUTIF



DépartementLE (MÉDICO)SOCIAL PEINE À RECRUTER
PLAN D'ACTION PARTENARIAL



ADMR DE L'AIDE DÈS LE BERCEAU



Reportage



Alfa3a
AINSERTION+ POUR REBONDIR



Bourg Habitat
PROJET D'HABITAT PARTICIPATIF



UDAF L'ÉTHIQUE DANS LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS



SEMCODA HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

Plateforme sport santé 01 Objectif forme

L'activité physique est bénéfique à toute personne. La plateforme accompagne vers la pratique ou la reprise et met en lien les publics et les professionnels.

Plateforme
a été labellisée
Maison sport
santé dès le
1er appel à projet
du ministère des
sports, en 2020.

Ce qui est le plus important dans notre action, c'est le bénéficiaire.

JUSTINE MEUDRE RESPONSABLE COORDINATRICE DE LA PLATEFORME SPORT SANTÉ 01



ersonnes éloignées de la pratique sportive – quel que soit le motif : âge, fragilité, isolement, méconnaissance... –, professionnels du sport et de la santé, structures proposant des activités physiques : la Plateforme sport santé de l'Ain s'adresse à tous. Elle est l'une des premières nées en France, en 2014, « impulsée par la volonté de l'ARS et la DDCS (aujourd'hui SDJES*) de créer un guichet unique, avec pour but de promouvoir l'activité physique adaptée aux besoins » rappelle Justine Meudre, responsable coordinatrice. Au sein d'Ain profession sport et culture, c'est un service à part entière, aux missions financées essentiellement par des fonds publics.

ACCUEILLIR. ORIENTER. ACCOMPAGNER

La Plateforme propose, après un premier entretien et un bilan individuel, des ateliers collectifs passerelles, sport santé ou bien-être. En 2021**, 423 personnes, dont 217 nouveaux bénéficiaires, ont ainsi été accompagnées vers la pratique autonome ou dans une structure. « Le but ultime, c'est qu'elles n'aient plus besoin de nous. » La dynamique a pu rester active durant les confinements en cas de sport sur ordonnance « grâce au travail de l'équipe et au soutien des partenaires ».

Missionnée pour référencer l'offre d'activité physique adaptée dans l'Ain, la Plateforme facilite la recherche et

l'orientation—voir l'annuaire régional en ligne — et accompagne les structures candidates au référencement. Volonté forte, développer l'offre passe entre autres par la formation d'éducateurs sportifs (avec l'IFMS d'Hauteville, la ligue de tennis...).

Marche, yoga, tennis, basket, karaté, aviron, aquagym et bien d'autres activités physiques font partie du sport santé.



« Accompagner les projets des clubs est un véritable enieu dans l'Ain. »

Participation au contrat local de santé de Bourg-en-Bresse, d'Oyonnax, au diagnostic local de santé du Pays bellegardien, organisation avec la Ville de Bourg d'une première action auprès des jeunes en décrochage scolaire...: « La Plateforme est de plus en plus reconnue par les politiques territoriales. »

Projet 2023: trouver un local à Bourg-en-Bresse et créer des antennes dans l'Ain pour accueillir le public et réaliser les bilans de santé aujourd'hui délocalisés chez des partenaires.

* Service départemental de la jeunesse, de l'engagement et des sports

**sur l'Ain hors Pays de Gex, où intervient l'association PostureCo, qui vient d'être labellisée Maison sport santé en 2022.

www.ainsportsante.fr







Repères légaux

- Contribuant à la bientraitance, la loi 2002-2 a mis en avant les droits
- au respect,
- · à la dignité.
- à la confidentialité.
- · à la non-discrimination,
- · à l'accompagnement.
- · à l'autonomie.
- Dans une recommandation de 2008, l'ANESM a rappelé que la bientraitance :
- ne peut pas se réduire à l'absence ou à la prévention de la maltraitance ;
- est une démarche volontariste, plaçant les actes professionnels dans un objectif d'amélioration des pratiques.

Adapei de l'Ain

20 avenue des Granges Bardes Bourg-en-Bresse

> <u>04 74 23 47 11</u> siegesocial@adapei01.fr

Une valeur socle



En promouvant l'éthique au quotidien, l'Adapei s'engage pour un accompagnement juste et bientraitant de ses bénéficiaires. En point d'orgue de cette démarche, la conférence du 29 mars a permis aux parents, salariés et partenaires de prendre de la hauteur sur un sujet complexe.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

'éthique est une valeur socle pour notre association qui imprègne la réécriture de notre CPOM (Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens) », insiste Franck Delale, directeur général adjoint de l'Adapei. « Elle a une résonance particulière dans une association issue du mouvement parental qui se doit de croiser les points de vue, l'expertise des professionnels et des familles. »

CINQ AXES DE TRAVAIL

Depuis cinq ans, un travail de fond est engagé pour renforcer la place de l'éthique. Dans les établissements, la **formalisation de temps d'échange** (réunions d'équipe ou pluriprofessionnelles) facilite le croisement des regards et l'examen de chaque situation. En parallèle, **l'analyse de la pratique professionnelle** sert, par des réunions régulières, à prendre du recul et à se questionner collectivement sur des situations ayant mis l'équipe en difficulté, avec pour objectif de faire évoluer les pratiques. D'ici cinq ans, tous les professionnels accompagnants de l'Adapei en bénéficieront.

L'association mise aussi sur un ambitieux plan de formation. « Il amène des changements de pratique, des compétences plus adaptées aux besoins des usagers pour une approche plus éthique», résume Franck Delale. Ainsi, grâce aux formations sur l'autisme, tous les professionnels disposent d'outils pour être mieux entendus par les bénéficiaires et limiter des comportements générant frustration, incompréhension ou violence. « Un bon socle de formation, des rituels de travail où l'on se questionne sur l'avancée de chacun, sur l'accompagnement proposé permettent d'éviter les glissements.»

L'éthique passe aussi par le système de management de la qualité. Piloté par le siège, il borde et sécurise le fonctionnement des structures par des processus garantissant la protection des usagers et la qualité du travail. Enfin, l'Adapei a créé une commission éthique associative où administrateurs et professionnels réfléchissent sur des situations concrètes interrogeant les équipes. La vie affective et intime est l'un des thèmes fréquemment traités. La commission est un moyen de dépassionner les sujets en sortant du quotidien et des représentations de chacun.



onathan Delecourt, Vincent Verne et Alice Martel

CÔTÉ USAGERS

«L'éthique, c'est avoir le choix»

Témoins à la conférence du 29 mars, Alice Martel et Jonathan Delecourt, travailleurs à l'ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) Le Pennessuv. livrent leur vision de l'éthique.

'éthique, c'est le parcours de vie, c'est avoir le choix », résume Jonathan. Le 29 mars, il a raconté comment à son arrivée à l'ESAT en 2003, il n'a pas pu choisir son atelier. « Ça a marqué les esprits », pense Vincent Verne, éducateur technique spécialisé. « Pour les bénéficiaires, l'éthique c'est avoir un projet de vie, être entendu. Pour les professionnels, c'est satisfaire au maximum leurs besoins, essayer de trouver la meilleure réponse sans se mettre à leur place. » Jonathan poursuit : « Au début, j'avais du mal à vivre avec mon handicap. J'ai réussi à m'ouvrir, à être à ma place, grâce aux éducateurs. » Quant à Alice, après une scolarité difficile et des stages en milieu ordinaire stressants, l'ESAT a été

un soulagement. « J'ai senti une bonne ambiance, on m'a mise à l'aise »

UNE BELLE EXPÉRIENCE

Jonathan a apprécié la conférence et a été touché par certains témoignages. Alice reconnaît l'intérêt des échanges, mais avoue ne pas avoir tout saisi. Ce sera l'occasion d'en reparler à l'ESAT. Pour les professionnels, le ressenti est positif. « Je suis content que l'Adapei permette à ses salariés de vivre de ces moments-là. Ça fait du bien de sortir du quotidien, de prendre du recul, de se poser les bonnes questions, d'être rassuré dans ses missions », résume Vincent Verne.

Une après-midi de réflexion

Une centaine de personnes s'étaient rassemblées le 29 mars pour la conférence organisée par la commission éthique de l'Adanei

Avocate et maître de conférences. Jeanne **Mesmin d'Estienne** a précisé le cadre juridique de l'éthique, mobilisée au quotidien par des professionnels qui s'interrogent sur le sens de leur pratique. À la croisée des disciplines. l'éthique s'insère entre le réel et l'insuffisance du droit. L'avocate a distingué l'éthique et la morale posant des règles, des prescriptions. Charge au débat éthique de confronter les références, les valeurs **de chacun.** Ouant à la déontologie, elle relève du droit et inscrit un métier dans des protocoles Ensuite, Isabelle Poirot, médecin à l'hôpital Femme mère enfant de Lvon, a abordé les parcours de vie et le consentement, processus avec différentes étapes : **transmission** d'une information complète, interrogation d'éventuelles contraintes et respect des «méta-préférences» de chacun basées sur les valeurs. l'histoire, la culture. La journée s'est achevée par une table ronde autour du quotidien et de l'expérience de bénéficiaires et de professionnels.

CÔTÉ PROFESSIONNELS

«Un gage de qualité du travail»

Infirmière coordinatrice en IME (Institut médico-éducatif), Emma Gatineau place l'éthique au cœur de sa pratique. Une démarche exigeante, mais stimulante.

ncienne infirmière en soins intensifs, Emma Gatineau a intégré pendant trois ans une équipe mobile autisme où elle a participé à la création d'un comité local d'éthique et s'est formée sur le sujet. Il y a six mois, elle a rejoint l'Adapei. Pour elle, l'éthique est une réflexion, imposant d'abord de se référer à la loi et à son expérience. « C'est un gage de la qualité du travail exigeant, mais stimulant. Si on échange sur l'éthique, on peut faire évoluer les pratiques. » Croiser le regard de l'institution

et des parents est indispensable. « Ces apports ne s'opposent pas. Si on prend le temps de comprendre les familles, de faire ensemble, tout ira plus vite. L'éthique est un investissement rentable!»

UN OUESTIONNEMENT PERMANENT

Même si l'éthique s'appuie souvent sur des échanges informels, elle est ancrée dans la marche des établissements. « Nous pouvons amorcer des questionnements qui seront repris



Emma Gatinea

sérieusement. » L'éthique est par exemple omniprésente avec les jeunes non verbaux. Que faire en cas de comportement problème ? Faut-il réajuster le traitement ou proposer une solution différente ? « On y va de nos interprétations. On observe et on essaie d'apporter la meilleure réponse possible. L'éthique est dans le compromis, le dosage, la coordination des acteurs. »



Formation des aidants

Une session de formation pour les proches aidants. en 6 modules de 3 h. deux vendredis matin par mois, proposée par l'ADAPA et animée par une psychologue, a débuté fin mai à Villars. Une suivante est prévue à Bourg-en-Bresse, à partir du 24 septembre.

Inscription gratuite, nombre de places limité. Tél. 07 87 07 47 78

I.fombonne@adapa01.com

CJS : et de quatre !

Offrant à des 16-18 ans la possibilité de créer et faire vivre de A à Z une entreprise le temps d'un été. le projet de coopérative jeunesse de services sur le bassin burgien est relancé cette année, après trois premières éditions couronnées de succès. Mené à l'initiative de l'AGLCA, ESS'Ain et la fédération Familles rurales de l'Ain. il réunira une quinzaine de ieunes, qui proposeront divers services aux habitants, collectivités, associations, entreprises... Appel est lancé aux futurs clients, qui permettront ainsi aux ieunes d'acquérir des compétences et de découvrir l'économie sociale et solidaire.

www.cjs-bourg.fr tél. 06 68 43 94 67

Télémédecine : et de six !

Une 6º cabine de téléconsultation médicale a été installée dans l'Ain, à Prévessin-Moëns, à l'initiative du Département, en partenariat avec la commune et Pays de Gex Agglomération. La téléconsultation est ouverte à tous, à partir de 14 ans (les mineurs devant être accompagnés), sur rendez-vous via le site Internet https://imedians.com/ ou par téléphone au 01 70 81 49 46.

www.teleconsultation.ain.fr

Surendettement En baisse continue

nviron 2 000 avant 2014, 1 216 en 2019. 1 133 en 2021 : la baisse durable du nombre de dossiers de surendettement déposés dans l'Ain comme en France se poursuit, « grâce à l'accompagnement des personnes » souligne Philippe Kiehl, directeur départemental de la Banque de France. « Un ménage en difficulté a une solution dans les 4 mois » : réaménagement des dettes (51 % en 2021), effacement total* (41 %). Divers éléments entrent en compte afin « d'apprécier la situation des ménages surendettés de

façon la plus juste possible », rappelle Cécile Bigot-Dekeyser, préfète de l'Ain. Face à la hausse du coût de l'énergie, le seuil du reste-à-vivre a été relevé

Avec 213 situations de surendettement pour 100 000 habitants, l'Ain se situe dans la moyenne (192 en Auvergne-Rhône-Alpes, 225 en France). Le profil des surendettés également, avec majoritairement des personnes seules. Le taux de personnes en activité (40 %) est plus légèrement élevé qu'ailleurs, celui des retraités plus faible.

* hors dettes protégées





Bigot -Dekeyser

Enfant'Ain

aire s'évader les enfants malades : c'est le pari lancé par Véronique Combes. fondatrice en mars 2022 d'Enfant'Ain. Entourée de plusieurs partenaires et d'une vingtaine de bénévoles. l'association offre des instants de bonheur aux 0-21 ans malades « oubliés ». Le 11 juin, elle a emmené trois familles au concert de Soprano au Groupama Stadium. Elle en fera grimper d'autres au sommet du Reculet, proposera une balade dans

des voitures de luxe au rallve du Suran. une expérience magique au spectacle Ain'crovable Noël à Bourg-en-Bresse... Des événements totalement gratuits pour les familles grâce aux dons de mécènes et adhérents. L'association recherche des fonds pour développer ses actions et attend de nouveaux bénévoles

enfantain01@gmail.com https://www.facebook.com/enfantain01/









FOYER DE VIE

Un lieu de vie et de soins

- 40 résidents, de la région Auvergne-Rhône-Alpes, dont environ un tiers pris en charge auparavant en IME un tiers à domicile.
- 4 maisonnées de 10 chambres et egnaces communs
- 2 places d'hébergement temporaire.
- 46 salariés (42 FTP)
- Une présence soignante 24 h/24.
- Une équipe éducative et sociale.
- Une équine d'animation
- Un réseau de bénévoles.
- Une forte intégration à la vie locale.
- Des partenariats inter-établissements et avec des centres-ressources.
- Un conseil scientifique et éthique.

FAM Les Passerelles de la Dombes

770. route des Échets 01390 Tramoves Tél. 04 87 25 41 91



Un établissement évolutif

Ouvert en février 2018, le foyer d'accueil médicalisé accueille des adultes souffrant d'épilepsie sévère avec troubles associés.

PAR ANNICK PUVILLAND

vec ses claires maisonnées aux noms océaniques choisis par les résidents, ses verdoyantes allées centrales, sa vaste salle polyvalente, ses salles d'animation, son citystade, sa serre invitant au jardinage et bientôt son jardin zen. le lieu offre un cadre chaleureux. Présence soignante 24 h/24, équipe d'animation dédiée, large équipe d'accompagnement éducatif et social, forte intégration dans la vie locale. développement des partenariats, caractérisent les Passerelles de la Dombes.

Diverses activités rythment le quotidien des quarante résidents, comme en témoigne leur journal Passerelles News : sorties, sport, art-thérapie, jeux, gestion du Bo'Bar hebdomadaire... « Ils ne travaillent pas. Proposer des activités régulières, développer leur vie **sociale** est très important » souligne Pierre Couderc. directeur. Une recherche-action sur l'impact de nouvelles actions d'amélioration de la qualité de vie est en cours. Le réseau de bénévoles apportant leur concours aux activités s'étend aussi.

Pierre Couderc

leur Passerelles News.

UNE DYNAMIOUE DE PROJETS

Les initiatives foisonnent à tous les niveaux. « L'établissement évolue avec l'évolution des résidents. C'est un public complexe, peu connu, dont la prise en charge se situe entre neurologie et psychiatrie » : les conséquences de la maladie, les degrés d'autonomie et les besoins d'accompagnement des résidents diffèrent largement. Ouelques violences sont parfois apparues. Ouatre postes de moniteurs-éducateurs supplémentaires renforceront l'équipe de personnel en 2022-2023.

Un conseil scientifique et éthique aborde avec partenaires et experts les questionnements rencontrés tel que la vie affective et sexuelle des résidents. Un comité vie intime, des groupes de parole, des formations inter-établissements* sont nés. « La question s'est apaisée.»

Comme partout, il a fallu composer aussi avec la crise sanitaire et les difficultés de recrutement, « Le Covid a vraiment généré un changement important de la situation au travail. » Mais la dynamique de projets est bien enclenchée.

* en partenariat avec La Teppe, premier établissement français spécialisé en épilepsie, le FARHES, centre national de ressources handicaps rares et épilepsie sévère. le CeRHes, centre ressources handicaps et









En chiffres

- Moins 40 % d'inscriptions dans les écoles de formation au travail social pour la rentrée 2022.
- À l'ENSEIS, 152 candidats à la formation d'assistant de service social en 2021, 46 en 2022.
- 20 places en licence option accès santé à Bourg-en-Bresse depuis la rentrée 2021.
- 10 % de vacance de postes dans les FHPAD.

Département de l'Ain DGA Solidarité

13 avenue de la Victoire BP 50415 01012 Bourg-en-Bresse

www.ain.fr Tél. 3001

Lundi-vendredi : 9 h - 12 h 30 / 13 h 30 - 17 h





Le Département s'associe aux représentants du social et du médico-social pour attirer les candidats à l'emploi et valoriser les métiers.

PAR MARYLOU PRÉVOST

es métiers du social ne font plus rêver. Certaines personnes quittent la profession et pourtant les jeunes se reconnaissent dans les valeurs de solidarité. En 2021, la crise sanitaire achève de leur donner une mauvaise ■image. En février 2022, les Assises de l'ADF (Assemblée des Départements de France) accueillies à Bourg-en-Bresse ont abouti à des revalorisations salariales de 1,3 milliard d'euros pour les « oubliés du Ségur ». Mais cette augmentation des salaires reste insuffisante. Le Département agit. À son initiative, le 30 mars, une première conférence aindinoise sur les métiers du social et du médico-social associait les financeurs (Département, ARS, État), les employeurs (toutes les fédérations du secteur). la CFDT et les représentants des organismes de formation (ENSEIS, ADEA, IFSI).

« Il y a une généralisation de la difficulté de recrutement dans l'Ain dans tous les domaines du social », souligne Thierry Clément, directeur général adjoint du Département, chargé de la solidarité. « Parfois, nous n'avons aucun CV sur les postes proposés », alerte Julie Péchalrieux, directrice de la Maison départementale de l'enfance de l'Ain.

Les directeurs d'établissements et de structures ont recours à l'intérim. Une solution qui coûte cher et qui limite la durée de présence du personnel dans les établissements. « Les personnes aidées ont besoin de se projeter alors que l'intérimaire ne reste que jusqu'à la fin de la semaine », explique Thierry Clément. Les jeunes recrues ne remplacent plus ceux qui partent. Valoriser les métiers est un enjeu de taille.

SONNETTE D'ALARME DES ÉTABLISSEMENTS

Les entreprises et services du social et du médicosocial constatent une mauvaise dynamique d'équipe causée par les changements de plannings au jour le jour. Les personnels doivent accueillir régulièrement de nouveaux collègues de travail et assurer des tâches supplémentaires. Les salariés sont de moins en moins formés et expérimentés. Les accidents du travail et la pénibilité rendent difficiles les prises en charge des bénéficiaires. « Le salaire n'est pas assez attrayant et ce sont des métiers durs, peu reconnus, dont on *ne parle qu'en mal* », déplore Julie Péchalrieux. « *On* souffre d'une image qui n'est pas valorisante. Le métier d'aide à domicile est assimilé à celui de femme de ménage », illustre Rafir Bensayour, chargé de mission RH à l'ADAPA. Les publics accueillis se retrouvent dans un environnement instable. « // s'agit des personnes les plus fragiles et vulnérables », rappelle Hélène Bertrand-Maréchal, vice-présidente du Département, déléguée à l'enfance et à la famille.

PLAN D'ACTION

Agir ensemble pour être efficace

La conférence sur les métiers du social a établi un premier diagnostic et permis d'envisager des solutions.

u-delà du constat de la situation préoccupante de l'attractivité du secteur, les participants ont émis des propositions pour y remédier. Par exemple, sensibiliser les ieunes avec des chroniques radio mais aussi dans les établissements de formation et salons sur l'emploi.« Il faut faire connaître les métiers par de la communication positive et utiliser les **réseaux sociaux pour toucher les jeunes** par des vidéos sur les métiers », indique Julie Péchalrieux. Il est aussi envisagé de leur faire découvrir ces secteurs d'activité via des stages d'observation de 3º et en développant l'alternance. « Nous proposons déià de l'alternance avec le GEIO (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) », précise Rafir Bensavour, La création d'un label « EHPAD école », permettant d'identifier des établissements comme lieux d'accès à la formation, a été évoquée,

Une convention collective commune au travail en établissements et en services d'aides à domicile pourrait être établie. Les primes de cooptation aux salariés, déjà en place à l'ADAPA, pourraient être généralisées. Des aides à la reconversion professionnelle sont envisagées.



Les SAAD peinent à recruter dans les petites villes situées dans le Pays de Gex et Côtière.

Prochaine étape : construire un plan d'action et constituer une plateforme aindinoise de l'attractivité des métiers de l'accompagnement social et médico-social, opérationnelle d'ici le premier trimestre 2023.

On doit se concentrer sur nos jeunes. Il faut susciter des vocations, chez les hommes également, et les faire venir sur les métiers d'aides-soignants dans les EHPAD, désormais au grade de catégorie B. Les aides-soignants se plaisent dans leurs fonctions en EHPAD. Ils y ont une plus grande autonomie que dans d'autres service, ils constituent une famille avec les résidents. La dimension humaine est forte. »



Directeur du centre hospitalier du Haut-Bugey

CHRONOLOGIE

Juin - septembre

Diagnostic qualitatif et quantitatif

30 mars

1^{re} conférence aindinoise sur les métiers du social et du médico-social

16 juin

Comité de pilotage réunissant une trentaine de partenaires

Automne 2022

2º conférence

Plan d'action et création d'une plateforme des métiers du social et du médico-social.

Janvier 2023

A Martine Tabouret Jet Vice-Présidente du département, déléguée à la démographie médicale et à l'autonomie

De quand date ce désintérêt pour les métiers du social?

La perte d'attractivité était déjà amorcée mais s'est aggravée avec la crise sanitaire. Pour preuve, le nombre d'inscriptions dans Parcoursup pour intégrer les écoles de formation du secteur n'a jamais été aussi faible, presque de moitié. Nous devons vite travailler à redorer ces métiers chez les jeunes.

Pourquoi cette perte d'attractivité ?

La rémunération n'est pas la seule réponse.
Méconnaissance de ces métiers, manque de
reconnaissance, défaut de valorisation sont
autant de défis qu'il va falloir relever. La crise
énergétique actuelle vient aussi accentuer les
difficultés pour les personnels devant se déplacer
avec leur véhicule.

Pourquoi prendre en main cette problématique ?

Il n'est pas question de laisser s'installer des déserts « sociaux » à côté des déserts « médicaux ». C'est donc naturellement que le Département a pris l'initiative de convoquer cette première conférence, comme il l'a déjà fait par ailleurs pour la démographie médicale. C'est surtout avec l'ensemble des partenaires et financeurs que nous réussirons à faire de ces métiers un avenir.







Enfance et parentalité

- 335 familles aidées par les TISF (18 580 heures)
- 454 familles aidées à domicile (14 272 h)
- 33 enfants accueillis sur l'année à la microcrèche « Ceyzé Mômes » pour 19 284 h

Microcrèches

- Ceyzé Mômes : 10 enfants accueillis simultanément, de 6 h à 21 h 30
- Côté Mômes : 11 enfants, de 6 à 21 h

* Chiffres 2021.

Microcrèche Côté Mômes 117 rue des Vareys

01442 VIRIAT Tél. 04 74 22 22 24

cotemomes@fede01.admr.org

Fédération ADMR de l'Ain

801, rue de la Source 01440 VIRIAT Tél. 04 74 23 21 35

info.fede01@admr.org www.fede01.admr.org/enfanceet-parentalite



L'ADMR ce n'est pas seulement l'accompagnement des personnes âgées mais aussi celui des familles et des parents. Depuis le 4 avril, une microcrèche accueille les bambins à Viriat.

PAR BÉNÉDICTE LIMON

epuis 1945, la famille constitue l'ADN de l'ADMR. Rien d'étonnant donc à ce que l'une des quatre marques de l'association définissant depuis 2019 ses grands domaines d'intervention soit consacrée à l'enfance et la parentalité. « Notre vocation est d'aider tous les membres de la famille, du nourrisson à la personne âgée dépendante, affirme Gérard Toinard, vice-président de la fédération départementale de l'Ain, et tous nos projets vont dans ce sens. » Des valeurs qui ont convaincu ce bénévole de s'investir à 100 % dans l'association. C'est donc tout naturellement qu'il a participé activement au chantier de la toute nouvelle microcrèche de Viriat, Côté Mômes, qui a ouvert en avril 2022.

Onze enfants, de 2 mois et demi à 5 ans révolus, peuvent être accueillis en même temps.



DE 2 MOIS ET DEMI À 5 ANS

Bourg.

Cette microcrèche à horaires atypiques est la deuxième créée après celle de Ceyzériat en 2013. Située à deux pas du siège de la fédération à Viriat, elle est installée au rez-de-chaussée d'un bâtiment flambant neuf acquis par l'ADMR.

Onze enfants peuvent être accueillis en même temps sur une amplitude horaire très large, de 6 à 21 h et également le samedi. Objectif : répondre au mieux aux besoins des parents qui travaillent en horaires décalés comme le personnel hospitalier de Flevriat ou les commercants de la zone de la Neuve toute proche. « Nous avons ainsi diffusé des flyers à Fleyriat où les besoins sont conséquents avec 94 congés maternité par an. Car toutes les familles sont accueillies ici sans critère de domiciliation, explique Véronique Forissier, cheffe du service Enfance et parentalité. À Cevzériat. certaines viennent de Saint-Denis-lès-Bourg par exemple. L'avantage d'une microcrèche est de mêler tous les enfants de 10 semaines à 5 ans révolus. » Une troisième microcrèche devrait ouvrir ses portes en avril 2023 à Villereversure, tandis que les discussions sont en cours avec la commune pour un projet à Saint-Denis-lès-

Véronique Forissier.

cheffe de service Enfance et narentalité

UN DUO EFFICACE POUR AGIR

Professionnels et bénévoles ensemble

otre rôle de bénévole est avant tout politique. Il s'agit de créer du lien entre l'ADMR et ses partenaires, les structures et les collectivités locales » affirme Gérard Toinard, vice-président fédéral et président de l'association TISF gestionnaire de la microcrèche de Viriat. « Le modèle ADMR repose sur le bénévolat, soit 300 administrateurs bénévoles accompagnés de 879 salariés. Le bénévole assure le rôle d'employeur et d'animateur et les professionnels apportent leurs compétences pour œuvrer

au bénéfice des familles et des usagers. Or, aujourd'hui nous avons de moins en moins de bénévoles comme par exemple des parents pour les microcrèches. Une cinquantaine de bénévoles en plus serait nécessaire dans l'ensemble du département pour faire avancer les multiples projets de l'ADMR.»

vice-président fédéral

epartement pour faire avancer les
ojets de l'ADMR. »

Gérard Toinard

LA FORMATION SE DÉVELOPPE

Un appartement pédagogique

a création d'un nouveau bâtiment à Viriat apporte une pierre supplémentaire à la professionnalisation des personnels intervenant à domicile. À l'étage de la nouvelle microcrèche, un appartement pédagogique équipé est aménagé, premier du genre dans l'Ain, pour la formation des

salariés aides à domicile. Au-delà de cette fonction première, « il pourra être aussi un lieu pour des visites médiatisées dans le cadre de la protection de l'enfance pour les parents qui pourront ainsi exercer leur droit de garde », précise Véronique Forissier.



Grégory Mariller DIRECTEUR DE L'ADMR DE L'AIN

Que représente l'ouverture de cette nouvelle microcrèche ?

L'ADMR répond aux besoins locaux, que ce soit pour l'accueil des tout-petits comme des personnes âgées. Elle participe donc activement au développement des territoires en investissant dans des équipements. D'autres projets microcrèche sont en cours d'élaboration dont celui de Villereversure, qui ouvrira au printemps 2023.

Quelle est la stratégie de l'ADMR ?

Nos projets touchent tous les domaines : établissements de santé, soins à domicile, accueil de jour, etc. Les promoteurs nous sollicitent par exemple pour développer des résidences seniors. L'ADMR est partenaire de neuf projets Haissor (Habitat intermédiaire service solidaire regroupé) menés avec les collectivités locales et les bailleurs sociaux.

Nous étudions des projets d'habitat adapté pour regrouper les personnes souffrant de handicap, sur le modèle du béguinage lancé à Loyettes en 2021. L'objectif est de diversifier notre offre de services, par exemple en proposant de l'aide à domicile pour prendre en charge un ou plusieurs enfants pendant les temps périscolaires.

Pourquoi avoir créé un appartement pédagogique ?

Le bâtiment de la microcrèche de Viriat nous a offert cette opportunité de disposer d'un espace que nous pouvions aménager sur-mesure. Nos aides à domicile bénéficieront ainsi d'une meilleure offre de formation et pourront s'exercer à la manipulation du matériel technique, par exemple pour déplacer des personnes d'un lit à un fauteuil roulant.



Six semaines plus tard...

Sur les 26 personnes arrivées le 5 avril (20 adultes et 6 enfants), 10 sont parties par leurs propres movens à Lyon et à Toulouse, une autre travaille et réside désormais en Suisse chez un habitant. 8 Ukrainiens sont arrivés dans les semaines suivantes, dont 4 partis ensuite à Lyon.

Les Ukrainiens restant à la résidence attendent un logement ou un visa. Tous les jeunes sont inscrits à la Mission locale pour un parcours d'insertion et sont accompagnés vers l'emploi. Tous les enfants sont

Aujourd'hui. Maria connaît déjà quelques mots de français. Elle attend un logement citoyen où elle pourrait habiter avec une amie qui l'accompagne depuis l'Ukraine.

Dans l'Ain

Au 23 mai, les services de la préfecture de l'Ain ont recensé la présence de 885 déplacés d'Ukraine, dont 339 mineurs. Environ la moitié se sont installés dans le pays de Gex, où réside une communauté polonaise et ukrainienne. La majorité sont logés chez des

Au 19 mai, la DSDEN (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale) de l'Ain comptabilisait 244 Ukrainiens inscrits dans les établissements scolaires.



Accueil des Ukrain iens Une nouve lle maison

Vingt-six Ukrainiens sont arrivés en bus dans l'Ain le 5 avril. À bord, des femmes seules et des familles qui ont fui la guerre et laissé derrière elles des maris, parents, frères, sœurs et amis.

REPORTAGE & PHOTOS MARYLOU PRÉVOST

anslecalmedelapetite ville de Châtillon-en-Michaille, perchée en haut des montagnes, la résidence Saint-Joseph d'Alfa3a attend de nouveaux résidents. Ceux-ci ont parcouru des centaines de kilomètres en bus depuis l'Allemagne pour se réfugier dans l'Ain pendant que la guerre explose dans leurs pays. Aux environs de 13 h, un bus transportant 26 Ukrainiens arrive enfin devant les portes de ce qui sera leur premier logement en France. Reçus par des travailleurs sociaux, on leur montre les studios, les salles de bain privatives ou communes, le salon, la bibliothèque, la cuisine et le grand jardin. Rapidement, ils expriment un même besoin : acheter une carte SIM pour avoir des nouvelles de leurs familles ou de leurs amis restés en Ukraine. Un petit groupe part alors pour Bourg-en-Bresse pour accéder à des forfaits gratuits proposés par un opérateur aux Ukrainiens pendant le

Au sein de la résidence, l'équipe de travailleurs sociaux et la maîtresse de maison accompagnent les arrivants dans leur quotidien au niveau juridique, administratif, médical et social. Leurs besoins essentiels sont assurés grâce à un stock fourni par la Banque alimentaire et aux kits de soins donnés par le Secours populaire et Alfa3a.

Un sas de décompression

L'élaboration du diagnostic social avec les personnes accueillies permet de « faire un point sur leur situation, évaluer leurs besoins et leurs demandes », explique Sabrina Latreche, cheffe de service de l'Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (HUDA) du secteur Haut-Bugey. « On regarde les compositions familiales, on leur demande s'ils veulent l'asile de façon permanente et s'ils souhaitent trouver un logement citoyen. » Inquiets, certains espèrent rejoindre de grandes villes de France ou même se rendre au Canada. Les familles resteront environ une semaine, le temps de rebondir. « Nous leur permettons de se reposer. Cet endroit est un sas de





décompression », explique Guillaume Beaurepaire, directeur général d'Alfa3a.

« Heureuse d'être ici »

Parmi eux, il y a Maria, une jeune fille de 23 ans qui parle couramment une amie dans un des studios de une douche et ne pas penser que la maison. Elle raconte qu'avant la quelque chose de mal va arriver. » guerre, elle vivait à Kiev et travail- Malgré cette situation difficile, lait dans la logistique. Lorsque les Maria est déterminée : elle souhaite Russes sont arrivés, « tout le monde apprendre le français et travailler s'est réfugié dans le métro car c'était avant de pouvoir retourner dans son le seul endroit sûr de Kiev », évoque- pays. « Je ne veux pas rester en France pendant deux jours puis ma sœur quelque chose, avoir de nouvelles est venue me chercher et nous

Reportage vidéo Regardez le témoignage de Maria et l'accueil de son groupe réfuigé d'Ukraine





sommes allées chez mes parents à Vinnytsia. » Elle y reste un mois puis décide de partir à la recherche d'une vie meilleure. Quittant ses parents et ses deux sœurs, elle prend le train jusqu'à Hanovre, en Allemagne, reioint ensuite Lyon puis Châtillonen-Michaille en bus. Au total, il lui aura fallu cinq jours pour cette traversée. « Je suis heureuse d'être ici, anglais. Arrivée vers 13 h, comme mais je me sens épuisée. Je veux les autres, elle s'est installée avec juste me reposer, me relaxer, prendre t-elle. « Je suis restée dans le métro et ne rien faire. Je veux travailler, faire expériences », explique-t-elle.







Chiffres 2021

- 12 travailleurs sociaux (10.4 FTP) référents RSA
- 1 agent de santé (infirmière)
- 1 alternante en BTS Économie sociale et familiale

3 territoires couverts

- Territoire Bugey Pays de Gex (interventions sur 4 CDS*
- 629 personnes accompagnées
- Sorties positives vers l'emploi : 34 %.

- Bresse Revermont (2 CDS)

- · 353 personnes accompagnées (39 % de femmes)
- · Sorties positives : 15 %

- Plaine de l'Ain Côtière (3 CDS)

- 490 personnes accompagnées (43 % de femmes)
- · Sorties positives : 16 %
- * Centres dénartementaux de solidarité

ALFA3A MIFE de l'Ain

8 boulevard de Brou 01000 Bourg-en-Bresse Tél. 04 74 24 69 49 www.alfa3a.org

Ainsertion + pour rebondir

Retrouver un emploi est parfois un long chemin semé d'embûches. Alfa3a est un des partenaires choisis par le Département pour soutenir dans ce parcours les bénéficiaires du RSA isolés sans enfants.

PAR BÉNÉDICTE LIMON

aura Louis, 34 ans, est accompagnée depuis quatre ans par Charlotte Pochard, conseillère en économie sociale et familiale, référente unique RSA à Oyonnax au sein d'Alfa3a. Son parcours est semé d'embûches : pas vraiment de formation au départ, des contrats d'intérim successifs dans la plasturgie et des soucis de santé qui se rajoutent, le décès de sa mère en 2014 et son corps qui « dit stop ». « J'avais complètement baissé les bras, se souvient-elle. J'étais dans le déni complet de mon diabète aui est monté en flèche. Tout s'était écroulé comme un château de cartes et je me suis retrouvée au RSA. »

La rencontre avec Charlotte Pochard, vers qui elle est orientée alors par le Département, est pour elle providentielle. « C'est du sur-mesure. l'interviens sur tout ce qui bloque pour le bénéficiaire : problèmes de santé, de logement, de gestion du budget ou encore de maîtrise de la langue française », explique la référente RSA. L'un des premiers objectifs du contrat d'engagement réciproque signé avec Laura Louis a été la santé, qui représentait un frein important. Une orientation vers l'agent de santé a

donc été nécessaire afin de travailler sur le parcours de soins. En parallèle, d'autres actions ont été menées d'un point de vue administratif, budgétaire, puis emploi

RENDRE LA PERSONNE AUTONOME

« Au début, on se voyait chaque semaine, détaille Laura. Ce suivi m'a aidé à retrouver un cadre. On a ainsi classé ensemble mes papiers chez moi car j'avais une phobie administrative. Faire un point sur mes démarches tous les quinze jours a rythmé ma vie et m'a vraiment donné le moral pour gérer les choses par moi-même petit à petit. » Pour Charlotte Pochard, « le but n'est pas de faire à la place des bénéficiaires mais de les rendre autonomes au maximum. On est la béquille sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour rebondir ».

Une belle complicité les unit quand elles mesurent ensemble tout le chemin parcouru. « Aujourd'hui, je me débrouille seule pour mes démarches, sourit Laura, et je n'ai plus de dettes. Ma santé va mieux et j'envisage une reconversion professionnelle comme secrétaire médicale. »



Laura Louis (à gauche) et Charlotte Pochard RSA d'Alfa3a sur le secteur

L'ACCOMPAGNEMENT EST DOUBLE

Lever les **freins sociaux**

L'accompagnement allie entretiens individuels et actions collectives pour redonner aux bénéficiaires l'envie d'agir.

insertion + s'inscrit pleinement dans la démarche globale d'Alfa3a qui est d'accueillir avec respect et d'accompagner dans la confiance et la bienveillance pour vaincre les freins sociaux au retour à l'emploi » résume Corinne de Vitis, cheffe du Service orientation formation information emploi (SOFIE). L'association intervient surtout dans l'est de l'Ain pour son service d'accueil et d'accompagnement social global des bénéficiaires du RSA isolés, sans enfants, qui, selon les situations, sont plus ou moins éloignés de l'emploi. Une convention est signée chaque année avec le Département. L'accompagnement est double, avec des temps

en face à face et des temps d'actions collectives. L'objectif est de réaliser un diagnostic social et professionnel, de déterminer avec le bénéficiaire des actions concrètes pour traiter

chaque problématique, de l'accompagner pour le rendre acteur de son parcours et retrouver une dynamique. « Les actions collectives, comme par exemple l'art-thérapie qui aide à résoudre certaines problématiques, permettent

Corinne de Vitis, cheffe du Service orientation formation nformation emploi (SOFIE).

d'avancer pas à pas pour sortir de l'isolement et valoriser l'image de soi » analyse

PAS À PAS

Les bénéficiaires sont orientés par le Département. Un contrat d'engagement réciproque (CER) est établi entre le travailleur social et le bénéficiaire. Ce CER (outil de remobilisation) permet d'établir le diagnostic de la situation et de définir ensemble les priorités à traiter à chaque étape de l'accompagnement. Les référents uniques RSA peuvent mener à bien, quelles que soient les problématiques rencontrées, toutes les opérations, les dossiers, et toutes les actions qui concourent à faire progresser les personnes dans leur parcours, et ce, en lien étroit avec les partenaires territoriaux.

« Chaque situation est particulière, le chemin est parfois long, mais tout est mis en œuvre pour trouver des solutions, afin d'accéder à une réinsertion sociale et profession**nelle**. La problématique santé est un des freins majeurs rencontrés » pondère Corinne de Vitis qui souligne aussi l'importance du travail collaboratif avec de multiples partenaires.









Le groupe pour retrouver la confiance en soi

De nombreuses actions collectives sont organisées dans chaque secteur pour tisser des liens et renforcer l'estime de soi. Création de jeux pour les chats de la SPA, découverte du centre culturel de rencontre et du festival baroque d'Ambronay, atelier cuisine, initiation à l'art-thérapie, groupe de parole avec un psychologue ou un intervenant santé : toutes les occasions sont bonnes pour changer la dynamique et donner aux bénéficiaires l'envie d'agir.

À la suite de sa visite à la SPA, une personne est ainsi devenue bénévole.

« C'est déià un premier pas, se réjouit Corinne de Vitis, Elle va acquérir de nouvelles compétences. »

Les actions collectives sont importantes pour le cheminement et l'épanouissement des bénéficiaires : création de tee-shirts, art-thérapie, création de jeux pour chats,







Des projets innovants

- Projet d'habitat participatif de 12 à 14 logements, à Saint-Just
- 30 habitants à la première réunion d'information
- · Construction prévue en 2025
- Ouverture d'un appartement de 4 chambres à la colocation à Bourg-en-Bresse en 2022
- Mise en service fin 2022 de 14 logements dont 6 Haissor à Tossiat. Réunion publique d'information : lundi 27 juin, 18 h, à la salle des fêtes.

Bourg Habitat 16 avenue Maginot 01000 Bourg-en-Bresse Tél. 04 74 21 20 20

www.bourg-habitat.com



Catherine Flamand maire adjointe à l'urbanisme à Saint-Just.

BOURG HABITAT LANCE UN PROJET D'HABITAT PARTICIPATIF

Des initiatives pour habiter autrement

Partager des espaces communs et se rendre des services entre voisins : tel est le concept de l'habitat participatif. Bourg Habitat est le premier bailleur social de l'Ain à proposer ce type de projet novateur.

PAR BÉNÉDICTE LIMON

ne campagne d'affichage pour trouver des volontaires a fleuri autour de Bourg ce printemps. Bourg Habitat vient en effet de lancer un proiet d'habitat participatif sur une parcelle située à proximité immédiate du centre-village de Saint-Just, derrière l'école. Elle est située au sein d'un projet de lotissement de 60 logements engagé depuis quatre ans. « Bourg Habitat nous a présenté un projet novateur qui complète la mixité que nous souhaitons développer sur la commune », explique Catherine Flamand, première adjointe au maire de Saint-Just. « Nous soutenons la communication pour recruter des habitants volontaires car ce projet est aussi intéressant pour permettre à des seniors de rester à Saint-Just en intégrant ce type d'habitat intergénérationnel. »

CRÉER UN GROUPE INTERGÉNÉRATIONNEL

Accompagné par Habitat & Partage, société coopérative spécialisée dans l'habitat participatif, le bailleur affiche un objectif ambitieux : tester une nouvelle manière d'habiter.

Il veut rassembler des personnes volontaires pour concevoir une petite résidence comprenant 12 à 14 logements ainsi que des espaces et lieux de vie communs et mutualisables. Jardin collectif, buanderie, salle commune, studio chambre d'ami : les futurs propriétaires pourront choisir avec l'architecte ce qu'ils désirent partager.

Après une première réunion d'information en octobre 2021, une campagne de communication a été lancée en mars dernier sur Bourg-en-Bresse et son agglomération afin de recueillir les coordonnées de personnes intéressées par la démarche. Une nouvelle réunion sera organisée prochainement pour présenter le projet et constituer ce groupe d'habitants volontaires. Pour Bourg Habitat, c'est l'occasion d'expérimenter et d'innover en testant « de nouvelles manières d'habiter qui s'appuient sur le partage, le vivre ensemble et les échanges de services », détaille Isabelle Maistre, présidente.

Pour les personnes intéressées, contacter : 04 74 21 20 20 ou ddp@bourg-habitat.com



HABITAT PARTICIPATIF

Une démarche citoyenne

habitat participatif s'inscrit dans une démarche citoyenne qui se caractérise par la forte participation des habitants dès le départ du projet. C'est choisir d'habiter autrement avec ses voisins, dans un esprit de partage et de solidarité, tout en proposant des réponses innovantes aux enjeux du logement : coût, qualité de vie, environnement, lien social... Une habitante

du Rhône témoigne : « On peut toujours compter les uns sur les autres car on se connaît bien et on a vraiment choisi d'habiter ensemble. Chacun a appris à être à l'écoute des autres. Côté budget, je m'y retrouve : mes charges d'eau, d'électricité, de gaz, d'Internet ont diminué d'au moins 50 % car on a un seul abonnement pour tous les foyers à chaque fois ».

SUSCITER LE VIVRE ENSEMBLE

Nouvel Haissor et expérimentale colocation

ourg Habitat développe d'autres projets expérimentaux. L'opération Le Hameau de la Reyssouze, à Tossiat, mixe huit logements pour des familles et six appartements aménagés pour les personnes âgées et/ou en situation de handicap, tous avec terrasse et jardin. Ceux-ci permettent de marier autonomie, lien social, services d'accompagnement, de prévention et d'animation, mixité et solidarité de voisinage. Le projet est mené en partenariat avec la commune, l'ADAPA et le Département dans le cadre du programme départemental Haissor*.

Autre projet : quatre chambres en colocation en plein cœur de Bourg-en-Bresse d'ici l'été 2022. Les quatre locataires (deux hommes et deux femmes) seront choisis selon la procédure habituelle par la commission d'attribution des logements sociaux et devront signer une charte du bienvivre en colocation. Si l'évaluation de ce dispositif est concluante, d'autres appartements en cœur de ville souvent difficiles à louer car atypiques pourraient ainsi être proposés à la colocation.

* Habitat intermédiaire service solidaire regroupé





Therry Micrat

DIRECTEUR GÉNÉRAL Par intérim de Bourg Habitat

Comment est né le projet d'habitat participatif ?

À proximité d'une opération réalisée à Saint-Just en 2012, nous disposions d'une réserve foncière intéressante. Nous pensions créer au départ un habitat intergénérationnel. Mais en échangeant avec nos partenaires et les autres structures concernées, l'idée a germé de renforcer la mixité déjà proposée dans ce lotissement (accession à la propriété, location, promoteur privé, etc.) par de l'habitat participatif. Dans l'Ain, c'est ainsi le premier projet immobilier de ce genre mené par un bailleur social. Ce modèle d'habitat est encore rare en France contrairement à l'Allemagne, la Suisse ou les pays scandinaves.

Quel est l'objectif?

Le but est de créer un petit collectif de 12 à 14 logements qui seront plus ou moins grands en fonction de ce que décideront les futurs propriétaires pour un accès à des espaces communs à partager. L'objectif est de constituer ce groupe d'habitants volontaires d'ici fin 2022 pour une livraison envisagée en 2026, sachant que celle-ci dépendra de la faculté à obtenir un consensus car toutes les décisions seront prises ensemble.

En quoi ce projet est-il pertinent pour Bourg Habitat ?

Les locataires ont souvent des bonnes idées mais nous n'avons que rarement leur retour une fois les logements livrés. Ici – contrairement à nos habitudes –, les futurs occupants déterminent ce dont ils ont besoin avant que les logements soient conçus et créés. C'est donc une sorte de laboratoire pour Bourg Habitat. Ce projet va nous aider à réfléchir globalement pour faire évoluer notre cahier des charges constructif pour les logements de demain.







Le GCSMS 01

(Groupement de coopération social et médical et médico-social)

- Créé en 2020 en réponse à un appel à projets régional sur la gestion des situations complexes en protection juridique des majeurs pour deux ans.
- Rassemble l'Udaf. l'ATMP et l'ATPA.
- Agit sur :
- · La coordination des cas complexes
- ·La réflexion éthique.
- · L'information et le soutien aux tuteurs familiany

L'ERE

- Réunions trimestrielles
- Rassemble
- · Cadres des membres du GCSMS
- · Mandataires associatifs ou exerçant à
- Philosophe
- Médecins
- Psychothérapeute
- · Professionnels de la justice, la santé, le social, la gérontologie, le domicile.

Lilian Daujat

Chargé de mission GCSMS 07 63 78 04 91 Idaujat@gcsmsistf01.fr



L'ÉTHIQUE EN PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

Une démarche dans l'ERE du temps

Avec l'ERE (Espace de réflexion éthique), le GCSMS promeut la démarche éthique dans le champ de la protection juridique des majeurs. Le 19 mai, un an après la création de l'espace, une journée de réflexion a rassemblé 220 personnes sur ce sujet.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

i l'éthique est à la mode, peu d'espaces de réflexion existent en protection juridique des maieurs. Ce constat a poussé le GCSMS à proposer la création de l'ERE. Contrairement à la mission de gestion de cas complexes aui concerne une dimension plus opérationnelle, les situations examinées par l'ERE sont centrées sur les questions éthiques soulevées dans la pratique des mandataires ou des partenaires. «Les professionnels peuvent avoir besoin de repères pour savoir si la façon dont ils conduisent la mesure et l'accompagnement du majeur est éthique », décrit Lilian Daujat, chargé de mission du GCSMS.

CROISER LES REGARDS

L'ERE est un lieu de questionnement sur l'éthique, la pratique, le système et les réponses apportées. Sa force est son éclairage pluridisciplinaire. « La protection juridique s'inscrit dans un environnement global. Les membres de l'ERE ont différents regards, champs de compétences et analyses. C'est ce qui fait l'éthique », poursuit Catherine Michon, directrice de

Protection Juridique

des Majeurs

l'Udaf. « Nous avons fait un pas de côté. nous avons conceptualisé, repositionné le rôle et la mission de chacun pour comprendre les situations différemment. » L'instance s'appuie sur un fonctionnement garantissant l'expression de chacun, sans jugement. Ici, pas question d'apporter des réponses toutes prêtes. « **Nous** donnons des pistes de réflexion. Nous ramenons du sens et de la réflexion dans les pratiques. Au fil des échanges, les professionnels sont rassurés », détaille Lilian Dauiat

UNE SOLUTION À DÉVELOPPER

La journée du 19 mai, prévue dès l'origine, était une étane marquante pour rendre l'ERE plus visible et présenter ses participants, son fonctionnement afin que plus de professionnels s'en saisissent. Au-delà de l'évènement, les membres de l'ERE s'interrogent sur la manière de partager leurs réflexions collectives pour aider les acteurs du secteur à évoluer dans leurs pratiques. L'enjeu de 2022 sera aussi de convaincre les financeurs de l'intérêt de pérenniser ce dispositif innovant et expérimental.



MODE D'EMPLOI

Les conditions du dialogue

Difficile à définir, la démarche éthique est pourtant essentielle dans la pratique des professionnels.

usqu'aux années 50. le mot éthique est relativement absent. On lui préfère la morale, un terme désormais vu comme désuet, rappelant des institutions en crise (Église, famille...). « Face à un problème moral, on ne peut les questionner et on est renvoyé à nous-mêmes. L'éthique est présentée comme une réflexion interne. Or. ce aui compte. c'est le collectif », insiste Pierre Bonjour, philosophe. **Elle passe par des instances** plurielles, toujours plus nombreuses. Leur fonctionnement s'appuie sur certaines règles : distribution équitable de la parole, traitement égalitaire des compétences, respect de la liberté de parole, argumentation raisonnée et absence de jugement.

L'ÉTHIOUE. UN PROCESSUS

S'appuyant sur le philosophe Paul Ricœur, Pierre Boniour définit l'éthique comme une métamorale. **un pas de côté** depuis les principes moraux. Elle est une sagesse, une prudence aidant à surmonter des enieux. Pour lui, il serait préférable de parler de démarche éthique. « Avec l'éthique, rien n'est évident. C'est un questionnement, une réflexion sans fin. » Pour la psychiatre Joëlle Vernet, l'éthique, processus pluridisciplinaire, est une protection contre l'arbitraire. « Il est important de se décentrer pour voir comment la personne protégée percoit la situation. »

L'ERE en action

Retour sur deux situations discutées par l'ERE.

e premier cas concernait un bénéficiaire du SAVS Apajh de Meximieux. Souffrant de problèmes de santé, il a épuisé des services infirmiers et d'aide à domicile, a mis en échec deux plans d'accompagnements globaux au point qu'à l'automne, seul le SAVS intervenait, « *L'équipe* était en difficulté, se demandait iusqu'où allait sa responsabilité et jusqu'où assurer la sécurité de la personne en respectant ses choix », raconte Alain Filleux-Pomerol, directeur adjoint. Les échanges ont permis de prendre du recul, rassurer et resituer les professionnels.

Le second exemple était un homme de 34 ans en curatelle renforcée, vivant seul. En plus de problèmes de gestion de son argent, il sollicitait sans arrêt le service. Un nouveau mode de relation a alors été bâti ensemble. « J'avais l'impression que ca ne lui laissait pas la possibilité d'évoluer et l'infantilisait », confie Pierre Deleuze, mandataire iudiciaire à l'Udaf. « L'ERE a permis de poser un regard à 360° pour prolonger notre questionnement et aller plus loin.»



Une longue histoire



Magistrate honoraire et membre de l'ERE, Corinne Cheminet a retracé l'histoire de la protection juridique des maieurs depuis ses racines en Grèce antique. Elle s'est arrêtée sur le droit romain qui a posé un cadre et les bases du vocabulaire **actuel.** Le Moven Âge a introduit l'interdiction. privant le malade mental de l'administration de son patrimoine puis la création d'établissements pour ce public.

En 1801. la notion d'aliénation mentale apparaît, considérant les individus atteints d'un trouble passager ou permanent comme malades. ayant besoin de soins. Puis, le Code civil de 1804 confirme les dispositifs pour mineurs et prévoit deux régimes pour les majeurs (l'interdiction et le conseil) avant l'adoption de la loi sur les aliénés du 30 juin 1838.

Elle n'est modifiée qu'en 1968 par la réforme du droit des incapables maieurs qui met en place des réponses plus souples, prenant en compte l'altération des capacités. Désormais, il faut démontrer que la protection est nécessaire auprès d'un juge des tutelles (fonction créée en 1964). Trois régimes sont identifiés : sauvegarde de justice, curatelle et tutelle.

Progressivement, ces dispositions ne semblent plus adaptées et le nombre de majeurs protégés explose. Après quinze ans de réflexion, la réforme de la protection juridique des majeurs est adoptée en 2007. Sa philosophie sera de protéger sans diminuer. Dorénavant, dès qu'il le peut, le majeur protégé prend les décisions concernant sa vie personnelle et doit être guidé, soutenu selon ses capacités.

Le 19 mai, membres des associations du GCSMS, représentants fédéraux, mandataires exerçant à titre individuel ravailleurs sociaux, professionnels du sanitaire, du domicile, de la gérontologie, du médico-social, de l'hébergement et usagers ont pu échanger.







La Semcoda et les FHPAD

- 14 en cours de gestion
- 1 en construction
- 1 167 lits dont 532 dans l'Ain

Semcoda
Service communication
04 74 50 64 83
www.semcoda.com



LA SEMCODA MOBILISÉE POUR L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

Une expertise au service des EHPAD

Parmi sa palette de solutions d'hébergement pour les personnes âgées, la Semcoda investit et se positionne aux côtés des exploitants d'EHPAD pour construire ensemble des solutions adaptées aux besoins de ce public.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

'accueil des personnes âgées est au cœur de la stratégie de la Semcoda », insiste Bernard Perret, son directeur général. Ainsi, à travers sa marque Réséda, en plein développement, le bailleur propose 42 résidences intergénérationnelles. Destinées principalement aux séniors autonomes en quête d'un cadre rassurant, elles comprennent des logements sociaux ou à loyers modérés. La Semcoda investit aussi dans les Marpa. Trois sont en construction dont celle innovante de Montréal-la-Cluse pour les publics touchés par la maladie d'Alzheimer. Puis, en lien avec le Département, le bailleur accompagne la construction des résidences Haissor.

INVESTIR DANS LES EHPAD

Ces dernières années, la Semcoda a porté trois chantiers dans l'Ain: à Saint-Rambert-en-Bugey, Valserhône et Péronnas pour le regroupement des EHPAD Bon Repos et Seillon Repos. Ce chantier a nécessité souplesse et rigueur entre les travaux d'extension et de réhabilitation sur fond de déménagements des résidents. « La gestion du planning et des finances a été

millimétrée. Notre différence est aue nous sommes une grande structure qui a la capacité de s'adapter aux besoins de l'exploitant », relève Bernard Perret. La Semcoda apporte un soutien, une expertise technique et financière. « Nous travaillons avec la maîtrise d'œuvre. l'exploitant à partir des contraintes pour définir les besoins et penser un proiet aui v réponde ». résume Élise Faivre, directrice MOEP (Maîtrise d'ouvrage en propre). Établir un programme cohérent avec les attentes de l'exploitant et viable économiquement est un travail collectif, regroupant les équipes financières, de construction et de maîtrise d'ouvrage de la Semcoda. Une fois l'accord trouvé et les grandes lignes de l'opération définies, le chargé d'opérations devient le chef d'orchestre. Il coordonne les études techniques et économiques, s'occupe de l'appel d'offres, de la désignation des entreprises et suit la réalisation de travaux souvent amenés à évoluer au gré des évolutions de la réglementation et des besoins. « Les EHPAD sont des établissements accueillant du public.Il faut être encore plus rigoureux dans le suivi des travaux en s'appuyant sur les compétences réunies », indique Élise Faivre.





Un établissement pensé ensemble

Après de nombreuses péripéties, le chantier du nouvel EHPAD de la Croix-Rouge entre dans sa phase finale. Une réussite imputable au travail collectif des acteurs.

I s'est fait désirer. C'est en effet en 2009 que la Croix-Rouge française lance les premières réflexions pour remplacer l'EHPAD de la rue Musinens, bâti dans les années 60 comme foyer-logement. Le projet est validé en 2012 avec le soutien de la commune qui vend le terrain pour un euro symbolique. Un travail s'engage avec la Semcoda, maître d'ouvrage, et le cabinet d'architecte Patriarche. Le permis de construire est déposé fin 2015. Les travaux démarrent en 2017 avant d'être interrompus par la liquidation de l'entreprise assurant le gros œuvre. Ils ne reprennent qu'en 2019 puis sont ralentis par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine.

« Comme le projet s'est étiré dans le temps, il a été repensé selon l'évolution des exigences et des normes », explique Ludovic Galissi, chargé d'opérations Semcoda sur ce dossier depuis 18 mois.

Il insiste sur **le professionnalisme et la disponibilité** d'acteurs capables de s'adapter aux contraintes de construction, d'environnement, de conjoncture et d'exploitation.

DES ÉCHANGES RÉGULIERS

Régulièrement, des comités de pilotage ont associé les parties prenantes pour transmettre l'information, répondre aux questions et gagner en efficacité. « On a essayé de remettre la machine en marche en n'oubliant personne : le bailleur, l'exploitant, le cabinet Patriarche, les entreprises, les fournisseurs et la maîtrise d'ouvrage Semcoda. On travaille ensemble pour s'adapter à une conjoncture qui n'aide pas! Nous avons les mêmes contraintes. Il faut avancer en conscience et main dans la main. On traverse les tempêtes, mais on ne s'arrête plus », poursuit Ludovic Galissi.

TOUT EN RONDEUR

Le nouvel EHPAD se distingue par son originale forme ronde. « C'était la meilleure manière de s'intégrer dans le paysage et de répondre aux contraintes du programme et du site », justifie Émeline Blanc du cabinet Patriarche. La forme compacte facilitera la circulation, l'orientation des résidents, réduira les coûts de chauffage et assurera de l'équité dans la forme des chambres. En amont, une réflexion a eu lieu pour utiliser des couleurs adaptées aux résidents. Par exemple, au premier, les chambres des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer auront des portes de teintes différentes pour mieux se repérer.

Au cœur du bâtiment rond, le patio est pensé comme un endroit à vivre.

Marie-Laure Marini de Gregorio

DIRECTRICE DE L'EHPAD CROIX-ROUGE DE VALSERHÔNE

Le nouvel EHPAD accueillera-t-ilplus de résidents?

Nous passerons de 67 à 82 lits avec 4 unités classiques et une unité protégée pour personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés. Il y aura 2 lits d'accueil temporaire et 13 lits pour des personnes en situation de handicap de plus de 60 ans, devenant dépendantes. Une convention est signée avec l'Adapei pour créer une unité mobile d'intervention pour nous aider avec ce public.

Comment a évolué le projet depuis 2009?

Au fur et à mesure, il a évolué en tenant compte des besoins des résidents et du personnel. Notre travail est d'imaginer comment le bâtiment va vivre, de donner le plus de possibilités aux résidents pour se l'approprier. Nous allons créer un tiers lieu, mettre en place des jardins partagés en permaculture. Nous aurons des poules et des chèvres pour faire de la médiation animale. Nous serons une plateforme de services pour le portage de repas à domicile. Il y a dix ans, on construisait des EHPAD traditionnels, basiques. Là, nous aurons un EHPAD du futur, exemplaire, ouvert sur l'extérieur.

L'attente n'a pas été trop longue?

Ce qui m'intéresse, c'est le bien-être des résidents, des salariés. Un travail de pédagogie a été nécessaire pour les faire attendre, car les conditions actuelles ne sont pas idéales. Mais **nous avons saisi l'opportunité née de la contrainte** et le dépassement de délais a ouvert des possibilités. Le livrable va être bien plus complet qu'il ne l'aurait été en 2018/2019.

Prévention des expulsions L'Adil scrute l'Ain

epuis trois ans, l'Adil* a ausculté plus d'un millier de commandements de payer adressés à des locataires du parc privé (couvrant le territoire de la CCAPEX** de Bourg, soit une petite moitié de l'Ain). Elle en a sorti une analyse détaillée des facteurs en jeu dans les situations d'impayés de loyer et de procédures d'expulsions, en scrutant le profil des locataires, des propriétaires bailleurs et des logements. Un des enseignements est, par exemple, la réactivité nettement supérieure des propriétaires face aux impayés des locataires les plus jeunes.

Un quart des commandements de payer concernaient des locataires déjà identifiés

(sur le même logement ou pas). Certaines adresses sont également récurrentes. Cette note de synthèse de 10 pages, riche de 3 ans d'analyses, est disponible sur demande à l'Adil. Ce travail d'observatoire est élargi depuis avril 2022 à l'ensemble

En parallèle, l'Adil poursuit son travail de mobilisation des locataires du parc privé, en les contactant dès la survenue du premier commandement de payer, afin de désamorcer un maximum d'expulsions.

Tél. 04 74 21 82 77 / adil01.org

* Agence départementale pour l'information sur

le loaement

** Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives



L'Adil informe sur toutes les questions relatives au logement et participe aussi à diverses instances locales (prévention des expulsions, lutte contre l'habitat indigne...).

Maison de l'enfance

Peau neuve

e site burgien de la Maison départementale de l'enfance de l'Ain a fait peau neuve, au terme d'un vaste chantier de réhabilitation et extension. Il était le seul à ne pas avoir de nom. Sa nouvelle appellation, « La Grande Maison », dévoilée lors de l'inauguration le 4 mai, illustre « la volonté d'offrir aux jeunes un lieu de vie chaleureux et convivial, source d'épanouissement » indique le Département





À la une de...



Nouveau CSE

Ain Domicile Services a procédé au renouvellement des membres du CSE fin avril. Un premier temps d'échange en mai a permis à chacun de mesurer l'importance et le rôle du CSE. Un travail collectif mené avec la direction.



Virage numérique

Ain Domicile Services est porteur d'une grappe réunissant quinze établissements pour la réponse à l'appel à projet ESMS Numérique de la CNSA. Un outil qui renforcera les liens d'équipe, l'accès aux formations digitales mais, avant tout, permettra d'améliorer l'accompagnement des bénéficiaires en favorisant l'accompagnement global, les échanges d'informations et la réactivité des services.

Enquête annuelle de satisfaction

L'analyse montre des retours très satisfaisants. 93,6 % des bénéficiaires recommanderaient l'association. 95 % sont satisfaits de leurs aides à domicile.

Accompagnement social et créatif

Bénéficiaire depuis 7 ans, Mme B. a sollicité l'association pour un accompagnement social. Quatre fois par semaine, Patrizia, Antoine ou Clarisse l'aident à exprimer sa créativité et sa dextérité. Ses créations sont exposées en juin à l'antenne de Châtillonsur-Chalaronne. Une fierté pour elle et une preuve de la qualité de l'accompagnement des aides à domicile.





DOSSIER AGNÈS BUREAU
BÉNÉDICTE LIMON

On identifie tous clairement la porte d'entrée aux soins en médecine somatique : son médecin traitant – quand on en a un – ou les urgences de l'hôpital. En santé mentale, c'est la zone grise. Le CPA se donne pourtant du mal pour ancrer dans les têtes que les 19 centres médico-psychologiques sont la filière normale d'accès en psychiatrie. Mais quand une crise ou la souffrance imposent de voir sans délais un médecin, ou au moins un soignant, vers qui se tourner ? Et qu'est-ce que l'urgence en psychiatrie ?...

Ce dossier s'applique à décrypter les circuits de l'accès aux soins en santé mentale dans l'Ain. Derrière le « qui-fait-quoi », se profileront d'autres questions : notre rapport compliqué à la psychiatrie, le défi de l'inclusion pour les patients, notre capacité à coopérer, et le désamour pour la profession. La psychiatrie reste une des spécialités les moins demandées dans les choix des internes en médecine.

ACCÈS URGENT AUX SOINS Une lisibilité à améliorer

Comment est organisé, en théorie et en pratique, le premier accès aux soins en psychiatrie ? Autant la réponse est simple pour les soins somatiques, autant pour la psychiatrie, on hésite à nommer clairement la bonne porte d'entrée en cas d'urgence – disons pour les soins « non programmables et non différables ». Rien d'étonnant au vu de l'écart persistant entre les principes et l'application...

a porte d'entrée prioritaire vers les soins en psychiatrie est celle du centre médico-psychologique (CMP). Ils sont 19 répartis sur le département : 9 CMP adultes et 10 CMP enfants adolescents. Malgré le mangue de soignants et de médecins (avec des postes non pourvus mais bien ouverts), les CMP ont réussi à ramener les délais de rendez-vous à une dizaine de jours (variable selon les CMP et hors pédopsychiatrie où les délais sont beaucoup plus longs). Ils sont la « filière normale, en journée et en semaine », martèle le directeur général du CPA, Dominique Bloch-Lemoine.

Les CMP sur le front

« Tous les CMP sont censés garder des créneaux pour prendre une urgence », rappelle D. Bloch-Lemoine. Dans les faits, ces créneaux ne sont pas systématiquement sanctuarisés. Quoiqu'il en soit, « lorsqu'est visiblement face à une situation de crise aigüe, confirme Dominique

Snider, directeur des soins, on renvoie de préférence vers les urgences de l'hôpital général. » Celui-ci est en effet compétent pour toutes les urgences, y compris psychiatriques, selon le code de la santé publique. Ce qui n'a pas touiours été évident dans l'Ain...

2019. la bascule

Jusqu'en 2019, l'hôpital psychiatrique disposait en effet d'un centre d'accueil permanent, installé dans un petit bâtiment en lisière du CPA à Bourg, tout en bas de l'allée de platanes menant au cœur de l'hôpital. Tout le monde connaissait « le CAP » (centre d'accueil permanent), ouvert 24 heures sur 24, devenu de facto le service des urgences psychiatriques - mais limité au bassin de Bourg-en-Bresse. Une situation « non conforme », pointée par l'ARS et la Haute autorité de santé en 2016. Trois ans plus tard, en septembre 2019, la fermeture du CAP avait inquiété les acteurs du médico-social et du social et s'était déroulée dans un climat de tension avec le

centre hospitalier de Bourg, qui anticipait un afflux supplémentaire de patients « psy » aux urgences. Les craintes se sont révélées exagérées. Si le CAP avait bien reçu plus de 2 400 personnes l'année précédente, ce nombre avait chuté avec l'ouverture, dès mai 2019, d'une cellule téléphonique d'orientation. Au bout du fil, 24 h sur 24, un infirmier évalue et oriente les demandes de soins non programmables.

Cette cellule téléphonique (CTO) a aujourd'hui une vocation bien circonscrite : relier 24 h sur 24 les professionnels du médical et le CPA. Elle leur est spécifiquement dédiée. insiste le directeur général du CPA, qui rappelle que le numéro des urgences médicales est le 115. Il n'empêche que l'usage de ce « téléphone rouge » du CTO est moins étroit. Il figure sur les prospectus d'information de l'Unafam. « Ça fonctionne plutôt bien, se félicite d'ailleurs le co-responsable de l'association, Patrick Paturat. Quand une personne décompense brutalement, la famille peut appeler, trouver rapidement un conseil et être orientée - vers les urgences de Fleyriat ou le CMP. » Pour les familles, l'assistance en cas de crise est



Dominique Bloch-Lemoine, directeur général du centre psychothérapique de l'Ain (à droite), Dominique Snider, directeur des soins. En arrière-plan, le chantier des nouveaux locaux de l'USEO : l'unité passera de 12 à 16 lits pour des courts séiours d'évaluation et d'orientation. Un réel progrès comparé aux 3 lits de l'ancien centre d'accueil permanent faisant office de sas d'entrée d'urgence. Le CPA, qui assure le service public de psychiatrie dans l'Ain, reçoit et accompagne près de 16 000 patients chaque année, soit 2,5 % de la population du département. Un quart sont de nouveaux patients.

Des psys aux urgences

Au service des urgences de l'hôpital général de Bourg, du personnel du CPA est présent depuis plus de vingt ans, conformément à la loi. « Je les ai toujours vus ici, témoigne le Dr Sébastien Roux, chef du service des urgences de Fleyriat. Un infirmier en journée et un médecin psychiatre en matinée. » Depuis 2019, la convention entre les deux établissements a élargi la présence infirmière à 24 h sur 24. Son rôle: voir tous les patients (sous réserve de leur accord) présentant à leur arrivée une suspicion de problématique psychiatrique. La prise en charge est améliorée par l'accès immédiat à un bilan somatique (examens radiologiques, biologiques,, qui permettent par exemple de repérer les intoxications provoquant des manifestations semblables aux troubles psychiques). Principale difficulté pour une coopération par ailleurs bien rodée : il manque quasiment la moitié des effectifs sur les 13 ETP de l'équipe chargée d'assurer le CTO et les permanences aux urgences de Fleyriat.

Services d'accueil d'urgences des hôpitaux généraux Centres

Cellule téléphonique d'orientation

médico-psychologiques

équipes mobiles

Unité de soins

d'évaluation et

d'orientation

Les CMP. filière normale

- « Le centre médico-osychologique est le premier interlocuteur d'une personne en souffrance psychique et en demande de soins », énonce noir sur blanc le livret de présentation du CPA. Il est recommandé de passer d'abord par son médecin traitant (pas facile partout vu la pénurie de généralistes). En pratique :
- choisir le CMP le plus proche de son domicile
- prendre rendez-vous par téléphone entre 9 h et 17 h (chaque CMP a son numéro)
- délais pour obtenir un « primo-entretien » : 48 h en théorie, jusqu'à 10-12 jours en pratique et en moyenne, ajusté au mieux selon l'urgence. Ce premier rendez-vous est le plus souvent assuré par

Le CPA dispose de 9 CMP adultes et 10 CMP enfants adolescents, ainsi qu'un CMP spécifique personnes âgées (à Bourg-en-Bresse). Leur nombre a nettement baissé: 15 CMP adultes et 12 enfants en 2009.

3 700 nouveaux patients

Les CMP ont accueilli 3 700 nouveaux patients en 2021, soit un peu plus qu'en 2020 mais moins qu'une année "classique". Le CPA enregistre habituellement environ 4 000 nouveaux patients par an, soit un quart de la file active.

Pas d'hospitalisation sans bilan somatique

Un examen somatique doit être pratiqué avant toute admission d'urgence dans un service de psychiatrie (pour éliminer des troubles d'origine organique. toxique ou médicamenteuse). À l'époque « faste », le CPA disposait de sept internes en médecine somatique, qui assuraient notamment ces examens d'entrée. Depuis 2018, c'est la catastrophe: un médecin maximum certains semestres (affecté en priorité à l'USEO), zéro en ce moment.

4 équipes de secteurs

- Secteur Centre 04 74 52 27 54
- Secteur Est 04 74 52 27 57
- Secteur Ouest 04 74 52 27 53
- Secteur Sud 04 74 52 27 56 4 équipes départementales
- Enfants et adolescents 04 74 52 24 50
- Personnes âgées 06 07 27 70 53
- Précarité 04 74 52 27 73
- Equipe mobile d'appui au médico-social 04 74 52 27 50

En marron les dispositifs dépendant du CPA

soins non programmés Une unité d'évaluation

L'accès aux soins non programmables a été profondément réorganisé dans l'histoire récente du CPA. L'Unité de soins d'évaluation et d'orientation (USEO) en est un rouage essentiel : elle accueille pour quelques jours des patients généralement pas encore connus du CPA.

"USEO est en quelque sorte l'aval des être clairs pour nous et prendre du sens douze heures, chaque patient a son général passés par un service d'urgences. surtout la prévention. Ils restent à l'Unité de soins d'évaluation L'USEO bénéficie d'une équipe pluridis- attention particulière ; une étude est et d'orientation en moyenne 3-4 jours, le ciplinaire renforcée pour une vigilance en cours à ce sujet parmi les patients temps de sortir de la crise et de nouer maximum ; elle se réunit trois fois par réhospitalisés dans le mois qui suit leur un premier lien, « *Nous avons 72 heures* iour, Les soignants font des services de passage à l'USEO. pour évaluer la situation et envisager la suite. Seulement 4 patients sur 10 poursuivent en hospitalisation classique.» Dans un département où la psychiatrie est encore très hospitalo-centrée. cette statistique n'est pas un détail. Le Dr Gualdo insiste : « l'hospitalisation n'est pas une fin en soi. » Tout le dispositif d'accueil en urgence s'est d'ailleurs reconstruit autour de cette évidence. «Une hospitalisation n'est jamais anodine et elle n'est pas forcément au bénéfice du patient. Ses objectifs doivent

Le docteur

Sébastien,

chef du service

des urgences

L'USEO est un des outils du dispositif de soins de courte durée piloté par le Dr Nathalie Gualdo.



urgences », résume le Dr Nathalie pour le patient. » De fait, la médecin référent dans l'équipe, qui compte éga-Gualdo. Les patients admis dans ce cheffe du dispositif de soins de courte lement un travailleur social à mi-temps. _service de 12 lits (bientôt 16) sont en durée préfère les « soins d'inclusion » et Les facteurs sociaux et liés à l'environnement du patient font l'objet d'une



Polyvalence aux urgences de l'hôpital général

Le Dr Jérémie Cohen passe toutes ses Le médecin assure également la psychiamatinées au service d'accueil d'urgences trie de liaison (les mercredis après-midis), pour évaluer l'état de crise de l'un et les par semaine. brement R. Maitrepierre.

de l'hôpital de Bourg. Accompagné ce il se rend au chevet de patients hospimatin-là de l'infirmier psychiatrique talisés, à la demande des services de Rémi Maitrepierre, il a déjà vu deux l'hôpital. Il rencontre l'équipe, le patient, patients arrivés la veille et gardés pour et rend un avis médical ou évalue, par la nuit. Il a récupéré les résultats de leurs exemple, la pertinence d'antidépresexamens biologiques, indispensables seurs. Il voit en moyenne 6 à 8 patients

pensées suicidaires du second. « On a Aux urgences, la polyvalence « psy » et une explosion du nombre d'enfants et « somatique » permet à l'évidence de de jeunes qui arrivent aux urgences avec réduire les risques et de mieux prendre des troubles anxieux sévères ou suite à en charge les patients. Pour le Dr Roux, une tentative de suicide », constate som- chef du service d'accueil des urgences de Fleyriat, « les SAU ne doivent pas être l'affaire des seuls spécialistes de l'urgence vitale ».

Des équipes mobiles

Elles sont 8 sur le département, généralistes ou spécialisées, et se déplacent auprès des patients. Leur rôle est essentiel dans le premier accès aux soins.

L'état d'urgence,

Les situations qui appellent une réponse

immédiate sont des états de confusion

et de délire, une décompensation ou une

souffrance psychique aiguë. Ainsi que les

crises suicidaires et de dépression sévère.

plus vrai pour les jeunes. D'autant qu'en les équipes mobiles de secteur. général, quand ils débutent les soins par

es équipes mobiles de secteur ont été une hospitalisation, le contact est perdu généralisées dans l'Ain à partir de 2018. après la sortie. » Les équipes mobiles se La première fut montée sur le secteur déplacent à domicile ou sur le lieu de vie — Ouest, placé sous la responsabilité de (un centre d'hébergement, un établisse-Stéphane Féraud. « L'équipe mobile va vers ment pour personnes âgées, un foyer de les gens et les soigne avant qu'ils n'aillent vie...). Mais elles restent sous-utilisées, selon trop mal », résume le cadre supérieur de le médecin chef Nathalie Gualdo. « J'ai en santé. Il fait le lien entre cette logique de tête une dame atteinte de Parkinson hosprévention et une approche de santé dite pitalisée au CPA via les urgences de Flevriat. communautaire, qui inclut l'entourage au ses troubles devenant ingérables pour la sens large et s'appuie sur les ressources Marpa où elle vivait. Le passage traumatides personnes. L'alerte peut avoir été sant par les urgences aurait pu être évité donnée par un parent, par un éducateur si l'équipe mobile avait été sollicitée plus du centre social ou le médecin généraliste, en amont. Les établissements sociaux et peu importe. L'équipe se manifeste auprès *médico-sociaux hésitent encore trop à* de la personne, parfois plusieurs fois avant appeler, imaginant difficilement d'autres que la porte s'ouvre. « Nous sommes réponses que l'hôpital. » Les médecins convaincus qu'il est plus simple de se soi- généralistes restent aussi, souvent, plus gner chez soi qu'à l'hôpital. C'est encore enclins à orienter vers les urgences que vers

Six mois de vigilance après une tentative de suicide

VigilanS est un dispositif déployé dans l'Ain depuis 2021 qui cible particulièrement la réduction du nombre de récidives dans les passages à l'acte suicidaire (environ 40 % des cas. le plus souvent dans les six mois). À sa sortie de l'hôpital. la personne recoit une carte avec un numéro de téléphone à appeler à tout instant. Elle sera elle-même recontactée (par téléphone et SMS), sur une période de six mois minimum. Le médecin généraliste sera informé et pourra également se tourner vers l'équipe de VigilanS. La veille téléphonique est effectuée par la plateforme VigilanS de Lyon. Par ailleurs, les infirmiers du CPA sont progressivement tous formés à la prévention du

L'équipe mobile d'appui au médico-social

Elle est « la » ressource des établissements du handicap de l'Ain, joignable tous les jours. Depuis presque huit ans, elle apporte son soutien et son expertise aux équipes éducatives et soignantes. Elle est souvent sollicitée pour trouver les stratégies possibles qui permettront d'apaiser des troubles des résidents. Elle s'investit parfois auprès d'un résident en particulier, pour une évaluation, le lien avec le CMP ou le retour en établissement après une hospitalisation.

Conventions entre hôpitaux

Le CPA s'est entendu avec les hôpitaux généraux d'Ovonnax, Bellev, Ambérieu-en-Bugev et Saint-Julien-en-Genevois pour une présence en journée d'infirmiers et/ou de médecins psychiatres dans leurs services d'accueil d'urgence. Seul le centre hospitalier de Bourg-en-Bresse bénéficie de la présence permanente d'un infirmier du CPA.



DOSSIER PSYCHIATRIE : L'ACCÈS AUX SOINS



Projet territorial de santé mentale 2021-2025

Validé en pleine crise du Covid, en 2021, ce document établit une feuille de route négociée entre les acteurs locaux. Six priorités avaient été retenues, dont une concerne l'accès au diagnostic et aux soins psychiatriques et une autre la prévention et la gestion des situations de crise et d'urgence. C'est à ce titre que le PTSM a inscrit la formation aux premiers secours en santé mentale. Elle s'adresse en priorité aux personnes intervenant auprès de publics en difficulté (sans prérequis). Cette formation fait l'objet d'un cahier des charges national. Le PTSM de l'Ain vise également les professionnels de secours non médicaux (pompiers, gendarmes, policiers...) dont les circonstances et le mode d'intervention peuvent exacerber les troubles psychiques des personnes. Mais il est clair qu'elle intéresse aussi les agents des bailleurs sociaux, les personnels municipaux ou les enseignants. L'Inspection académique de l'Ain s'est dite volontaire pour démarrer des cycles de formation. La formation PSSM est sous licence d'une association créée tout exprès en 2018, incluant Santé mentale France et l'Unafam. Elle agrée les formateurs. https://pssmfrance.fr/

L'UNAFAM* propose également des séances de sensibilisation à la maladie psychique pour les professionnels hors secteur médico-social. Elle participe aux côtés du CPA à la formation **Profamilles**, destinée aux parents de patients

Dernière formation en date : le programme Bref, monté à l'origine au Vinatier à Lyon, s'adresse aux familles à l'occasion de l'hospitalisation d'un proche. Il fait intervenir les soignants des CMP et des bénévoles de l'Unafam : « L'objectif est de répondre aux interrogations des aidants sur les troubles psychiques, de les écouter et les soutenir, explique Patrick Paturat, coresponsable de l'Unafam dans l'Ain. La formation se déroule en trois séances, dont la troisième est assurée par l'Unafam. Nous avons été formés pour les animer.» Les premières sessions vont démarrer en 2022 dans certains CMP

01@unafam.org

*Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques

Des formations en plein essor

Premiers secours en santé mentale

Les formations « Premiers secours en santé mentale » se développent en France depuis 2019. Toute l'équipe de l'École de la 2^e chance s'est ainsi formée en mars dernier pour mieux répondre aux troubles psychiques des ieunes accompagnés.

ous sommes rassurés sur notre capacité à aider et De la dépression aux conduites nous nous sentons mieux armés pour faire face si besoin. » Fatia Lamim-Collomb. directrice-adjointe de l'École de la deuxième chance à Oyonnax, en est convaincue. La formation « Premiers secours en santé mentale » (PSSM) de deux jours, suivie par l'ensemble de l'équipe, a été très bénéfique.

Ce programme (Mental Health First Aid) a été créé il y a plus de vingt ans en Australie. Sur le modèle de la formation aux premiers secours physiques, il apprend à tous publics comment mieux repérer les troubles en santé mentale, adopter un comportement adapté, informer sur les ressources disponibles, encourager à aller vers les professionnels adéquats et, en cas de crise, à relayer au service le plus adapté. Un secouriste en santé mentale devra souvent intervenir à plusieurs reprises pour écouter, rassurer et accompagner la personne concernée vers le soin. Et cela, dans un contexte général où la tendance est de minimiser, voire nier les troubles psychiques alors que 30 % des Européens en souffriraient.

agressives, en passant par les comportements suicidaires, les addictions ou les attaques de panique, chaque professionnel de l'école a appris à identifier les troubles, à comprendre et à adapter sa communication verbale et non verbale à la situation.

Un manuel très détaillé, véritable « bible » avec de nombreux conseils pratiques, les accompagne désormais au quotidien pour les aider face à leur public : des jeunes de 16 à 25 ans, déscolarisés sans qualification.

« Nous avions constaté qu'ils étaient de plus en plus nombreux à souffrir de troubles psychiques : paranoïa, dépression, schizophrénie, handicap mental, souligne Fatia Lamim-Collomb. Depuis janvier 2022, un psychologue intervient une journée et demie par semaine. Le besoin d'enrichir nos connaissances et nos outils dans ces domaines était aussi devenu évident. Cette formation a été très concrète avec des jeux de rôles. Elle nous a aussi appris à réfléchir sur nos pratiques professionnelles et à vaincre nos préjugés sur les troubles psychiques ».



Chaque participant a reçu une attestation de formation en premiers secours santé mentale. Une nouvelle compétence qu'il pourra valoriser aussi dans son CV.





- Un amphithéâtre modulable
- 7 Appart'Hôtels sur place
- 1 pôle hôtelier de 500 chambres
- Reportage photo et vidéo
- Streaming
- Captation vidéo
- **(20)** 20 salles
- (M²) De 15 à 200 M²
- (350) Jusqu'à 350 pers.



L'équipe de l'Espace de l'Ouest Lyonnais est à votre service pour la réussite de votre événement professionnel. Nous vous accueillons dans un cadre privilégié à Lyon, au coeur d'un parc de 2 hectares et pour tout type d'événement: séminaires, conférences, réunions, formations, cocktails, remises de prix, ... Nous vous aidons dans l'organisation de votre événement de A à Z.

Les espaces sont personnalisables pour faire de votre manifestation un évènement unique et qui corresponde à votre entreprise.

L'amphithéâtre, modulable de 100 à 350 personnes, est équipé de 3 écrans, d'un système de captation et d'enregistrement vidéo pour faire du streaming.



ACCÈS:

Depuis la gare de Perrache : ligne C21, arrêt Nicolas Sicard (15 minutes)

Depuis la station de métro Gorge de Loup: ligne C21, arrêt Nicolas Sicard (15

Depuis la gare de Part Dieu : Tram T1 direction Perrache puis ligne C21 arrêt Nicolas Sicard



Direction générale : Brice De Sandol Roy

6 rue Nicolas Sicard

69005 Lyon 04 78 36 02 01

www.salle-conferences-eol.fr e-o-l@espace-ouest-lyonnais.com



Contact

France

